



HAL
open science

La force de l'attachement dans l'engagement : Evolution et politisation des attachements aux lieux dans les conflits d'aménagement

Léa Sébastien

► To cite this version:

Léa Sébastien. La force de l'attachement dans l'engagement : Evolution et politisation des attachements aux lieux dans les conflits d'aménagement. *Géographie, Économie, Société*, 2022, 24 (1), pp.69-102. 10.3166/ges.2022.0003 . hal-03896061

HAL Id: hal-03896061

<https://hal.science/hal-03896061>

Submitted on 13 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

La force de l'attachement dans l'engagement : Evolution et politisation des attachements aux lieux dans les conflits d'aménagement

Léa Sébastien

Maîtresse de Conférences Université Toulouse II- Géographie, Chercheure CNRS Geode

Mots clés : attachement au lieu, territoire, conflit d'aménagement, mobilisation

Résumé

Cette contribution explore le rôle de l'attachement au lieu dans la mobilisation collective sur des cas d'espaces controversés par des projets d'aménagement, à partir de la notion de *résistance éclairée*. Une analyse de trois mouvements de résistance à des infrastructures (autoroute, prison, décharge) sur le temps long conduit aux résultats suivants : (1) les attachements au lieu jouent un rôle important dans la mobilisation ; (2) les attachements au lieu évoluent au cours des mobilisations (par des boucles interactives entre attachements et dynamiques sociales et spatiales) ; (3) les attachements au lieu peuvent participer à la politisation des mouvements. La discussion de cet article propose une grille d'interprétation de l'évolution de l'attachement au lieu dans le conflit d'aménagement basée sur 3 temps : (1) clash émotionnel et ancrage individuel ; (2) traduction sociale et spatiale des attachements ; (3) interactions entre attachements locaux et globaux.

Introduction

Dans un contexte de multiplication et de diversification des formes de résistances à des projets d'aménagement partout dans le monde (Martinez-Alier *et al.*, 2016), cette contribution s'inscrit dans la perspective de mieux comprendre ces résistances, et plus spécifiquement de décrypter le rôle des émotions et de l'attachement au lieu dans les mobilisations territoriales contre des projets d'aménagement. Nous nous appuyons sur la notion de résistance éclairée (Sébastien, 2013 ; 2017), laquelle explore les différentes transformations sociétales issues de ces résistances, notamment la politisation des mouvements (*capital politique*), les dynamiques sociales engagées (*capital social*), les savoirs acquis et échangés (*capital savant*), les attachements acquis et échangés (*capital patrimonial*). C'est ce dernier capital que nous souhaitons approfondir ici, afin d'appréhender dans quelles mesures les émotions et attachements au lieu jouent un rôle, et évoluent dans la mobilisation ; l'évolution des émotions ou attachements dans le temps étant un sujet très rarement éprouvé dans la littérature (Woods *et al.*, 2012).

Une mobilisation se définit comme un regroupement de personnes touchées par un problème social lesquelles s'engagent dans un projet permettant de le résoudre ou de se lier à d'autres pour l'action collective (Havard-Duclos & Nicours, 2005). Une mobilisation contre un aménagement représente un regroupement d'acteurs en lien avec un espace concerné par un aménagement lequel suscite des visions antagonistes de l'organisation de cet espace. Autrement dit, les conflits d'aménagement, symptomatiques des mobilisations collectives en lien avec un territoire, représentent des oppositions entre acteurs à propos de pratiques de l'espace (Melé, 2003) se traduisant par différents types d'engagements explicites des acteurs (Torre *et al.*, 2006). Nous explorons ici les interactions entre attachements et engagements.

De manière générale, les émotions diverses touchant les personnes concernées par un projet territorial sont souvent évacuées de l'analyse des mobilisations collectives (Traini, 2009), ou lorsqu'elles sont traitées, ce sont de manières très différentes au-travers d'un corpus hétérogène. Pour ce qui est spécifiquement de l'attachement au lieu, défini comme une « connexion émotionnelle envers des lieux » (Altman & Low, 1992), s'il fait l'objet de plusieurs travaux dans la littérature anglo-saxonne (voir par ex. les travaux de Stedman, Lewicka, Altman & Low, Devine-Wright, Hidalgo, Scannel & Gifford, Manzo), ce concept reste encore peu exploré dans la littérature francophone traitant des mobilisations (voir par ex les travaux de : Lolive, Déchezelles, Ripoll).

Afin d'interroger le rôle et l'évolution des émotions et attachements au lieu dans le cadre de conflits d'aménagement, nous analysons sur le temps long trois cas de projets d'aménagement controversés en France et en Belgique : un projet autoroutier dans les Landes ; un projet de prison en Belgique, un projet de centre d'enfouissement en Essonne. Il s'agit de voir si les attachements mis à jour apparaissent comme moteurs de pratiques tant sociales que spatiales sur les

territoires étudiés et participent dans une certaine mesure à ce que nous appelons la *résistance éclairée* (Sébastien, 2013, 2017), c'est-à-dire une forme de montée en généralités des collectifs basée sur une dynamique sociale et de nouvelles pratiques territoriales. Nos hypothèses sont les suivantes : (1) les attachements au lieu (*capital patrimonial*) jouent un rôle et évoluent dans la mobilisation ; (2) de par ses liens avec les autres capitaux (*social et savant*), le *capital patrimonial* peut participer à la politisation des mouvements.

Notre première partie pose les bases théoriques de notre démarche, en rappelant le cadre de réflexion de la résistance éclairée, ainsi que les fondements théoriques de l'attachement au lieu, étudié notamment dans le cadre de mobilisations collectives. Notre seconde partie présente les trois cas de conflits d'aménagement étudiés ainsi que la méthodologie qualitative employée. La partie 3 expose nos résultats: (1) dimensions et évolutions des attachements au lieu dans la mobilisation ; (2) formes de politisation des attachements au lieu. La dernière partie propose une discussion autour d'une grille d'interprétation de l'attachement au lieu dans la mobilisation en 3 temps : (1) clash émotionnel et ancrage individuel ; (2) traduction sociale et spatiale des attachements ; (3) interactions entre attachements locaux et globaux.

1. Bases théoriques

1.1. Le cadre d'analyse de la résistance éclairée

La *résistance éclairée* a fait l'objet de plusieurs travaux (Sébastien, 2013 ; 2017 ; Sébastien *et al.*, 2019) ayant pour objectif de mieux comprendre les oppositions aux projets d'aménagement au travers des transformations sociétales générées par ces résistances sur le temps long. Alors que la notion de NIMBY propose une lecture monolithique des mouvements, le cadre de la résistance éclairée intègre la complexité associée aux conflits territoriaux sur le temps long et appréhende les évolutions des pratiques, des représentations et des savoirs des acteurs engagés dans ces conflits qui durent souvent plusieurs années. Ce cadre d'analyse repose sur l'analyse de quatre types de transformations sociétales issues de la mobilisation (appelées capitaux¹). Ces transformations sont d'ordre :

- Politique : le *capital politique* est défini comme la capacité d'un acteur à se positionner sur la scène politique, basée sur sa crédibilité (apports de connaissances valides), sa pertinence (réponse à des besoins dans les sphères décisionnelles) et sa légitimité (représentativité de l'acteur sur le territoire) (Sébastien, 2017 ; Cash *et al.*, 2003)². L'analyse de la capacité des militants à rendre audible et visible l'existence du conflit et des diversités de points de vue, montre que plusieurs collectifs développent un capital politique, découlant de l'interaction des trois autres capitaux.
- Social : le *capital social* représente un ensemble de ressources, réelles ou virtuelles, qui reviennent à un individu ou à un groupe en vertu d'un réseau durable de relations sociales plus ou moins institutionnalisées et de reconnaissances mutuelles (Bourdieu, 1981 ; Putnam, 2000). Les mouvements d'opposition présentent généralement d'importantes reconfigurations sociales à l'œuvre induisant une richesse et hétérogénéité sociale forte.
- Cognitif : le *capital savant* peut se définir comme l'ensemble des connaissances acquises et échangées (scientifiques, techniques, juridiques, procédurales, vernaculaires ou institutionnelles) au cours du processus de résistance (Sébastien, 2013). En effet, les collectifs accumulent une diversité de savoirs leur permettant d'interpeller les scientifiques sur le sujet concerné et de proposer des contre-expertises crédibles.
- Affectif : le *capital patrimonial* -c'est ce dernier capital que nous souhaitons approfondir ici-, représente l'ensemble des attachements au territoire dans l'espace (la nature) et dans le temps (la tradition)³. Le *capital*

¹ Le capital fait ici référence non pas à une notion économique, mais aux théories de Bourdieu (1980, 1981), le définissant comme une série d'attributs, de ressources, de valeurs détenus par des individus ou des groupes (économiques, sociaux, culturels, etc.). Dans le cadre de cette étude, les capitaux représentent des ressources et valeurs qui se développent au fil de la mobilisation, et lesquels sont reliés les uns aux autres. Ces capitaux et leurs interrelations jouent un rôle dans le conflit et donnent des capacités aux militants à différents niveaux leur permettant d'organiser et d'asseoir leur résistance.

² Cette définition du capital politique s'inspire du champ politique de Bourdieu (1981), du capital militant de Matonti et Poupeau, 2004, et de la définition du politique par Swingedouw (2014, p 90) pour qui : « *le politique représente l'espace public dans lequel s'affrontent différents imaginaires socio-écologiques et leur institutionnalisation, et rend visible cette diversité de points de vue* ».

³ Le capital patrimonial, s'intéressant spécifiquement aux attachements partagés sur un espace, se distingue des capitaux spatiaux (Levy & Lussault, 2003), et d'autochtonie (Retière, 2013). Le capital spatial, plus large, est défini comme l'ensemble des valeurs spatiales accumulées et mobilisées en vue de produire d'autres valeurs; le capital d'autochtonie, plus restreint, est défini comme une série de bénéfices qu'un individu peut escompter grâce à son enracinement local. Néanmoins, ces deux capitaux sont en interconnexion avec le capital patrimonial, dans le sens où les attachements localisés alimentent ces deux capitaux.

patrimonial s'appuie sur le concept d'attachement au lieu (associé aux émotions ressenties en lien avec le lieu menacé), afin d'appréhender les attachements acquis et échangés au fil de la mobilisation.

Plusieurs travaux montrent que les mobilisations territoriales témoignent d'attachements aux lieux (ex : Kearns & Collins, 2012, Fieldel, 2010, Mannarini *et al.*, 2015, Dakota *et al.*, 2016 ; Hidalgo & Zografos, 2020 ; Dechezelles & Olive, 2016 ; Caro, 2019). Ainsi quel rôle joue précisément le *capital patrimonial* dans la mobilisation en lien avec les autres capitaux et comment évolue-t-il dans la contestation? Comment les attachements aux lieux peuvent-ils influencer sur l'organisation d'un mouvement collectif ? Inversement, comment potentiellement la survenue d'un projet d'aménagement non désiré est susceptible d'influer sur la sensibilité des individus à leur espace ? Le cadre analytique que nous empruntons afin d'appréhender les attachements aux lieux sur des territoires concernés par des projets d'aménagement est décrit ci-après.

1.2. Le capital patrimonial : émotions et attachements au lieu

1.2.1. La place des émotions dans la littérature sur les mobilisations collectives

Les émotions ont longtemps été marginalisées dans les études sur les mouvements sociaux et revendications politiques (Woods *et al.*, 2012 ; Dakota *et al.*, 2016). Dans le cadre spécifique des débats autour des projets d'aménagement, l'attention portée aux expertises, aux organisations institutionnelles, aux outils de concertation (enquête publique, débat public, etc) écarte la dimension émotionnelle des débats au profit de la norme de rationalité. L'émotion est encore souvent considérée comme ayant des effets disruptifs sur le débat et de ce fait sanctionnée, afin de limiter « l'irruption de ces mouvements sauvages » (Paperman, 1992 : 94). Les arguments des militants touchant à l'émotion sont alors écartés par les acteurs forts du débat et considérés comme de la rhétorique émotive, subjective et irrationnelle (Stratford, 2009 ; Anderson & Smith, 2001). Comme le dit Traini, 2009 « les règles du jeu politique contraignent les acteurs sociaux à s'investir dans des controverses scientifiques ou procédures judiciaires exigeant une neutralisation relative des affects » (p.16). Le cadre analytique du NIMBY est illustratif à cet égard, associant les militants à des individus ignorants et irrationnels, usant de leurs seules émotions pour faire barrage à l'intérêt général (Sébastien 2013 ; Burningham, 2000).

Des travaux plus récents mettent l'accent sur les dimensions émotionnelles de l'action politique (ex : Wilkinson, 2009, Dupérré, 2008 ; Bosco, 2006 ; Hidalgo & Zografos, 2020) montrant que les émotions représentent un facteur essentiel pour l'organisation et la compréhension des mouvements sociaux. Comme le dit Woods *et al.*, 2012, « les contestations sont affaires d'émotions⁴ ». La « géographie émotionnelle » anglosaxonne (Davidson *et al.*, 2007 ; Smith *et al.*, 2009), laquelle promeut des approches capables de rendre compte de la dimension intrinsèquement émotionnelle des rapports à l'espace, est intéressante à cet égard. Dans ce cadre, les émotions ne sont pas considérées comme un empêchement à la pensée rationnelle, mais au contraire comme permettant aux acteurs d'acquérir connaissance et compréhension des situations (Gould, 2004; Damasio, 2006) et présidant au choix de leurs stratégies (Dupérré, 2008).

Concernant les mobilisations contre des aménagements, nous nous intéressons certes aux émotions ressenties à différentes étapes dans le conflit mais plus spécifiquement aux émotions en lien avec l'espace concerné ; autrement dit, au rôle des attachements au lieu dans les mobilisations territoriales (dans la lignée de travaux comme Déchezelles & Olive, 2016 ; Lolive, 2010 ; Fielded, 2010 ; Hoch, 2006 ; Dakota *et al.*, 2016). Comme le regrette Olive, 2017, dans sa note de lecture à propos de l'ouvrage sur les lieux de la colère (Combes *et al.*, 2016), les auteurs font peu cas des mobilisations d'acteurs « pour la préservation d'un lieu qui leur est cher parce qu'ils y vivent, qu'ils y sont nés ou qu'ils le fréquentent régulièrement, qu'ils le trouvent beau ou agréable, bref, qu'ils y sont attachés et cultivent un lien singulier, individuel ou collectif, avec ce lieu. L'amour proclamé pour les lieux, la fierté ressentie et partagée d'y habiter, l'émotion éprouvée à y être sont des pistes qu'une approche par l'espace nous convie à explorer, tant on peut faire l'hypothèse qu'elles constituent des mobiles à l'engagement et des leviers de mobilisation ». L'étude du rôle et de l'évolution des émotions en lien avec des espaces est précisément la piste que nous souhaitons emprunter ici au-travers du concept d'attachement au lieu.

1.2.2. Le choix de l'attachement au lieu

⁴ traduction de l'auteure : « protests are emotional affairs »

De nombreuses notions abordent la question du sensible en lien avec un espace tant dans la littérature anglophone (ex : place attachment ; place identity, topophilia, place dependence, community attachment, place identification, sense of community, place appropriation, connectedness to nature, community identity, place identification, place memory, place expectation, place satisfaction, place affect, place social-bonding, etc.) que dans certains travaux francophones (ex: attachement au lieu, rapport affectif à l'espace, sensibilité paysagère, appropriation existentielle, ancrage, identité spatiale, territorialité, etc).

Afin de rendre compte des émotions en lien avec un espace dans le cadre de conflits territoriaux et ainsi appréhender le *capital patrimonial*, nous approfondissons ici la notion d'attachement au lieu, concept très étudié dans la littérature anglo-saxonne depuis 40 ans et selon nous le plus abouti même s'il reste encore assez peu abordé dans les travaux francophones. En effet, il s'avère le plus étudié parmi tous les concepts sur la relation au lieu, se retrouve dans la littérature anglophone comme francophone, fait le lien entre plusieurs approches. Qui plus est, dans le large éventail des définitions ou interprétations de l'attachement au lieu, reviennent systématiquement les dimensions émotionnelles et spatiales dans la littérature (Lewicka, 2011), précisément ce qui nous préoccupe ici.

L'attachement au lieu (traduit de l'anglais *place attachment*) est défini comme un phénomène complexe qui implique un lien affectif positif et variable dans le temps entre des individus et des lieux particuliers (lieux de vie, de vacances, de mémoire, de famille, etc.) (Altman & Low, 1992). L'attachement au lieu varie dans le temps selon les évolutions individuelles en termes d'identité et de dépendance au lieu (Giuliani, 2003), et peut engendrer différents types d'actions (Kyle *et al.*, 2014 ; Cast & Burke, 2002). Il s'agit d'un concept multidimensionnel qui mêle psychologie de l'environnement (approches affectives, cognitives, comportementales) et géographie humaine (spécificités du lieu, sensibilité paysagère, échelle des entités aimées) (Manzo & Perkins, 2006 ; Hidalgo & Hernandez, 2001), ce qui fait de l'attachement au lieu une notion riche touchant aux régimes sensoriels associés à un lieu et à leur traduction socio-spatiale, d'un point de vue individuel et collectif.

Un état de l'art sur ce concept montre que la majorité des chercheurs travaillant sur l'attachement au lieu le conceptualisent comme un compromis entre trois formes interconnectées: (1) dimension individuelle/personnelle ; (2) dimension sociale/collective ; (3) dimension environnementale /spatiale. Ce cadre général est nuancé par certains auteurs mettant l'emphase sur la dimension sociale des attachements (ex : Hinds & Sparks, 2008; Zelenski & Nisbet, 2012); d'autres plutôt sur la dimension spatiale (ex :Stedman, 2003, Thrift, 2008) ; certains interrogeant les interactions entre ces dimensions (ex : Brehm *et al.*, 2013; Sampson & Goodrich, 2009 ; Trentelman ,2009).

Malgré ces différences en termes d'interprétation, d'implications ou de catégorisations de l'attachement au lieu, ce modèle d'analyse triptyque est globalement reconnu dans la littérature et c'est ce cadre schématisé notamment par Scannel & Gifford (2010) ou Raymond *et al.*, 2010 que nous emprunterons afin d'appréhender l'attachement au lieu sur des cas de conflits d'aménagement. A partir de cet état de l'art, nous proposons dans la figure 1 une représentation de ces 3 dimensions de l'attachement au lieu:

La dimension individuelle : il s'agit du contexte personnel des attachements au lieu, des différentes émotions individuelles ressenties par rapport au lieu, et plus particulièrement par rapport au lieu menacé. De nombreux chercheurs (ex :Williams, 2014 ; Walker & Chapman, 2003) approchent la dimension individuelle de l'attachement au lieu au travers des 2 construits suivants : la dépendance au lieu et l'identité spatiale. La dépendance au lieu représente une connexion fonctionnelle à un cadre physique et fait référence à la capacité d'un lieu à répondre aux besoins instrumentaux (Vaske & Kobrin, 2001). Le lieu devient une ressource pour satisfaire des objectifs, fournit des conditions pour soutenir une utilisation prévue (Raymond *et al.*, 2010), créant une relation de dépendance (Williams, 2014). L'identité spatiale individuelle intègre la conscience de soi dans son rapport à l'environnement immédiat, à savoir les émotions, croyances, valeurs et objectifs d'un individu à propos d'un lieu (Proshansky *et al.*, 1983 ; Debarbieux, 2014). À chaque individu est attaché un ensemble de lieux (lieux de naissance, d'origine familiale, d'habitat, de loisirs mais aussi lieux de vie souhaités ou de projets éventuels) lesquels constituent le patrimoine identitaire géographique de chacun (Guérin-Pace, 2006).

La dimension sociale/ collective : importance de l'environnement social pour soutenir les liens émotionnels avec les environnements naturels, ce que Massey (2005) appelle la « vision relationnelle du lieu ». On se rapproche ici des

concepts anglo-saxons comme: *community attachment*, Hummon, 1992, *community identity*, Puddifoot, 1994, *place social-bonding*, Scannel & Gifford, 2010. Dans ce cadre, les auteurs explorent les dimensions socioculturelles du lieu, les sentiments d'appartenance à un groupe sur un espace, ainsi que les liens émotionnels basés sur une histoire, des intérêts ou des préoccupations partagés (Zelenski & Nisbet, 2012 ; Kyle *et al.*, 2014; Sampson & Goodrich, 2009; Trentelman, 2009). Nous explorons cette dimension sociale de l'attachement au lieu au-travers de ce que nous appelons *lien identitaire* (Sébastien, 2016 ; Micoud, 2000), qui appréhende si l'attachement à des entités rapproche ou non l'acteur des ensembles humains (transmission de l'attachement, réaction face aux menaces humaines pesant sur les entités, reconnaissance de l'entité aimée par les autres). Cette dimension interroge les interactions entre *capital patrimonial* et *capital social*.

La dimension spatiale/ environnementale : importance des liens avec le territoire et qui peut être défini comme « un lien implicite ou explicite avec une partie de l'environnement naturel non humain, basé sur l'histoire, la réponse émotionnelle ou la représentation cognitive » (ex : génération de connaissances) (Raymond *et al.*, 2010, p. 426). On se rapproche ici des notions de connectivité à la nature (Mayer & Frantz, 2004), de sensibilité paysagère (DiMéo, 2004), d'identité environnementale (Clayton, 2003), de biophilie (Kellert & Wilson, 1993). Nous explorons la dimension spatiale de l'attachement au lieu au-travers de ce que nous appelons *lien différentiel* (Sébastien, 2016) qui estime si l'attachement à des entités rapproche l'acteur des ensembles non- humains (autres entités, autres lieux, environnement plus large) via des savoirs (recherche d'information, type de savoir mobilisé) et des pratiques (réaction face aux menaces pesant sur les entités, pratiques engagées envers les entités aimées). Cette dimension interroge les interactions entre *capital patrimonial* et *capital savant*.

Figure 1 : Les 3 dimensions de l'attachement au lieu

La partie suivante présente la méthodologie choisie afin de tester ce modèle triptyque de l'attachement au lieu sur 3 cas de conflits d'aménagement.

2. Présentation des terrains d'étude et de la méthodologie

2.1. Les 3 études de cas

Nous avons choisi d'étudier les interactions entre attachement au lieu et mobilisation sur trois cas de résistance à des projets d'aménagement différents : un projet de centre d'enfouissement, Saint-Escobille (Essonne, France) ; un projet de méga-prison à Haren, (Bruxelles, Belgique) ; un projet d'autoroute entre Langon et Pau A65 (Nouvelle Aquitaine, France). Notre objectif, avec ces trois cas, est d'appréhender ce qui réunit les opposants en termes d'attachements dans leur combat contre des projets disparates (décharge, prison, autoroute) sur des territoires différents (plaine de Beauce, banlieue de Bruxelles, forêt Landaise). Nous avons suivi ces 3 mouvements sur le temps long, c'est à dire des premières formes de résistance au dénouement (annulation ou construction du projet) : 11 ans pour la décharge, 7 ans pour l'autoroute et 8 ans pour la prison. Ci-après quelques éléments généraux de présentation des 3 projets contestés et formes de résistances associées présentés sous la forme de frises chronologiques (avec en haut de la frise des éléments concernant le mouvement et en bas de la frise des éléments concernant le projet d'aménagement).

Le projet de voie rapide entre Bordeaux et Pau date de 1996, projetant de traverser sur 150 kms la forêt landaise et les côtes agricoles du Béarn afin de relier les deux grandes villes aquitaines via Langon.

Figure 2 : frise chronologique du conflit sur le projet d'autoroute A65

Le projet de décharge contesté est situé en Essonne dans le village de Saint-Escobille (450 habitants), à 50 km au sud-ouest de Paris, dans la région céréalière de la Beauce. Il s'agit d'un site d'enfouissement de « classe 2 » destiné à accueillir 150000 tonnes de déchets industriels ordinaires sur 10 ans.

Figure 3 : frise chronologique du conflit sur le projet de décharge

Le projet de prison dans le quartier de Haren (à l'extrême nord de Bruxelles) est initialement présenté, entre 2008 et

2011, comme un projet de taille moyenne (400 prisonniers) devant être construit à la place d'anciens entrepôts, et ne suscite alors pas d'opposition. Ce n'est qu'en 2012, lorsqu'il prend la forme d'un projet de méga-prison construite sur les terres et espaces naturels du site de Keelbeek que le comité d'Haren, avec d'autres associations, commence à organiser des actions de protestation et d'information.

Figure 4 : frise chronologique du conflit sur le projet de méga-prison

2.2. La méthodologie adoptée

Dans la littérature, bien que l'attachement au lieu soit le plus souvent abordé de manière quantitative au-travers d'approches méthodologiques issus de la psychologie, la démarche qualitative reste particulièrement efficace pour mieux comprendre les sentiments, les émotions et leurs représentations (Denzin & Lincoln, 1998). Les émotions représentent néanmoins des objets d'étude particulièrement difficiles à saisir (Wood *et al.*, 2012) et cela nécessite certains ajustements méthodologiques. Lors d'entretiens par exemple, les répondants ont tendance à favoriser le cognitif, et Aminzade & McAdam (2001) suggèrent alors une approche qualitative pluraliste, qui intègre des entretiens et récits de vie, associés à de l'observation participante, qui demeure, selon Goodwin *et al.* (2001), un des meilleurs moyens de saisir les émotions. Combes *et al.* (2016) y ajoute l'analyse des slogans, affiches et sites internet des mouvements de résistance, lesquels contiennent des informations précieuses sur la symbolique des espaces et sur l'image que les acteurs cherchent à montrer d'eux-mêmes. Ainsi avons-nous suivi cette démarche méthodologique pluraliste, à savoir :

- des entretiens semi-directifs auprès d'une diversité de militants au sein des mouvements à différents moments de la lutte, avec l'objectif de saisir principalement la *dimension individuelle* des attachements au lieu. Ainsi 8 entretiens ont été menés sur la décharge ; 6 sur l'autoroute ; 10 sur la prison, à différents moments du conflit (début ; milieu ; fin). Etant donné la part intime et personnelle associée à la notion d'attachement, notre guide d'entretien portait d'abord sur le projet d'aménagement et le mouvement de résistance, puis sur le territoire en général avec seulement quelques questions sur les attaches. L'objectif était de saisir la place de l'attachement au lieu dans le discours sur le territoire de manière spontanée ou non.
- une observation participante sur le temps long (entre 2002 et 2017) laquelle nous a permis d'être reconnus par les militants et d'analyser la *dimension sociale/collective* et *spatiale/environnementale* des attachements, en participant à plusieurs actions comme des manifestations, conférences, marches, etc.
- une analyse de contenu des sites internet des différents mouvements afin d'appréhender la place des attachements collectifs dans le discours officiel des mouvements.

Cette méthodologie qualitative et plurielle nous a permis d'appréhender les attachements de différentes manières et à différents moments de la mobilisation.

3. Résultats : évolution et politisation des attachements

Nos résultats sont présentés en 2 parties. Premièrement, est exposée une analyse des dimensions individuelles, sociales et spatiales des attachements laissant apparaître une évolution des attachements au cours de la mobilisation. La seconde partie présente une dimension supplémentaire apparue à la lueur des entretiens effectués en milieu/fin de conflit : une dimension politique des attachements, témoignant de liens effectués entre attachements locaux et attachements globaux ; entre *capital patrimonial* et *capital politique*. Chaque partie est illustrée par des verbatim⁵ issus de nos enquêtes ; pour chaque verbatim est présenté le projet concerné et si la citation résulte d'un entretien (numéro de l'individu rencontré) ou d'une manifestation/réunion. En effet, il n'est pas question ici de discuter des trajectoires personnelles des militant.es mais bien d'interroger ce qui revient sur des cas différents en termes de discours et pratiques individuelles et collectives en lien avec l'attachement au lieu.

3.1 Dimensions et évolutions des attachements au lieu dans la mobilisation

3.1.1. Dimension individuelle : le clash émotionnel

Ce qui ressort des interviews effectuées en début de conflit est une expérience émotionnelle double, avec d'un côté

⁵ Ces verbatim visent simplement à illustrer nos résultats ; aussi ne sont-ils pas situés ni personnalisés car n'ayant pas vocation à servir de base pour une analyse de discours ici. Qui plus est, certain(e)s enquêté(e)s préféreraient témoigner anonymement.

des émotions négatives ressenties à l'annonce du projet, et de l'autre des émotions positives par rapport au territoire menacé. Même si cette sensibilité apparaît différenciée selon les cas et les individus, ce premier moment de prise de connaissance du projet d'infrastructure induit un état de choc chez les interviewé(e)s. Le territoire quotidien apparaît soudainement happé par le projet, et on note dans les discours des militants la présence de fortes émotions liées à la colère, la méfiance et la peur concernant le projet ; et l'amour, la joie, la nostalgie concernant le territoire.

A propos du projet d'aménagement, la colère exprimée est associée au sentiment d'injustice ressenti par les militants, ne comprenant pas pourquoi leur territoire serait sacrifié pour assurer le bon fonctionnement d'un autre. Ces inégalités spatiales entre territoires ruraux et urbains ressenties par rapport aux projets reviennent dans les discours des habitants, d'autant que la plupart d'entre eux/elles apprennent l'existence du projet par voie de presse ou à l'annonce de l'enquête publique, ce qui est vécu comme une agression renforçant le sentiment de colère.

« Je me rappelle une viticultrice qui un jour arrive chez elle et voit 15 personnes dans sa vigne, avec la mairesse (...). « on vient faire des relevés dans le cadre d'une future autoroute » Elle a pas été prévenue, rien du tout, les gens se comportent comme des voyous, ils sont chez eux, c'est hyper grave. Un tel mépris des gens, j'ai beaucoup de mal à accepter ce mépris » opposant à l'autoroute, entretien, ind6

« On dirait que le système fait tout pour décourager le citoyen à se faire entendre. C'est scandaleux, c'est complètement injuste et c'est très très mal vécu par les gens qui sont soumis à ce dispositif là. » opposante à l'autoroute, entretien, ind8

« Que ce soit du point de vue politique, écologique, social et même économique, c'est nous cracher dessus, le mépris qu'on ressent sur ce projet là des politiques sur les citoyens, c'est terrible, quoi » opposant à la décharge, manifestation

« Ces projets sont tellement injustes, tellement écœurants » opposante à la prison, réunion

« Donnez-moi une bonne raison d'accepter de polluer notre nappe avec des déchets de la capitale. Chacun doit devenir responsable; les déchets des villes dans les champs, c'est terminé ! » opposante à la décharge, réunion

Le sentiment de méfiance est également omniprésent dans les discours des militants, méfiance à l'égard des acteurs officiels des projets, tant privés que publics. Le manque d'informations sur le projet et l'opacité des prises de décision sont mises en avant dans les entretiens. Les exploitants sont accusés par les militants de privilégier le court-terme et la rentabilité immédiate au détriment du respect de l'environnement ; quant à l'Etat, il n'est plus identifié comme l'acteur neutre au service de l'intérêt général mais comme le partenaire du secteur privé.

« Le préfet mange dans la main de l'industriel ; c'est écœurant de voir ça » opposant à la décharge, entretien, ind2

« On a découvert toutes les fourberies des procédures juridiques et administratives ; on dirait que le système fait tout pour décourager le citoyen à se faire entendre. Pour l'instant, on reste dans la légalité mais on fera ce qu'il faut pour se faire entendre » opposante à l'autoroute, entretien, ind4

Les infrastructures sont également porteuses de risques nouveaux, lesquels suscitent de la peur chez les habitants, plus spécifiquement autour de la décharge (pollution des nappes ; trafic routier ; impact sur la qualité du sol ; nouvelles pathologies ; etc) et de l'autoroute (pollution de l'air ; pollution sonore ; impact biodiversité ; impact paysage ; etc).

« Comment peut-on croire que des déchets installés ici pour des siècles resteront tranquillement sur leur couche de plastique ? La décharge, c'est le délit de fuite ! (rires) » opposante à la décharge, entretien, ind2

Face à ce panel émotionnel négatif engendré par les projets d'aménagement, s'élèvent les premières marques d'attachement au lieu dans les discours émanant d'une potentielle perte de territoire. Nos entretiens montrent l'utilisation d'un langage de l'amour et de l'affection lorsque les acteurs évoquent le territoire menacé, l'humanisant au point d'en parler comme d'un proche. Divers éléments des territoires étudiés sont porteurs d'attachement, principalement : la terre arable et le paysage sur le projet de décharge en Beauce, la forêt et les zones humides pour le projet autoroutier dans les Landes, la prairie et le paysage ouvert pour la prison à Haren. Différentes fonctions sont attribuées aux objets aimés, en lien avec l'identité (symbole familial, souvenir, ressourcement, etc) et la dépendance (support d'activités et de relations sociales, qualité de vie, etc). Le risque d'un territoire transformé par un aménagement engendre également un sentiment nostalgique et autres émotions liées à la mémoire, au-travers desquelles les militants évoquent des souvenirs en lien avec le territoire menacé.

« Ici on est en connexion avec le monde du vivant. C'est le sentiment d'unité, de faire un avec ce qui nous entoure c'est un autre rapport au monde. Les saisons. On est très sensible au froid, à la végétation, quand les châtaigniers fleurissent quand les acacias fleurissent, on colle au rythme de la nature, et ce rapport à notre environnement il est physique, il est très intime » opposant à l'autoroute, entretien ind1

« Les rats attaquaient les chevaux et on voyait des feux spontanés partout. On ne peut pas revivre ça » opposante à la décharge, réunion

« Je me rappelle quand on allait avec mon père à la fontaine ; je veux pouvoir y amener aussi mes enfants » opposant à l'autoroute, entretien, ind7

« Moi je suis d'ici, c'est un territoire ou on est bien, ou on a grandi, ou on a une histoire ; ce n'est pas qu'un passage entre 2 villes. Il se passe des choses ici, on existe bordel » opposant à l'autoroute, entretien, ind2

« C'est une partie de moi qu'ils veulent rayer de la carte » opposante à la décharge, entretien, ind5

« Petit coin de nature entre l'aéroport et le périphérique, on est tombés amoureux de la beauté magique du site » opposant à la prison, entretien, ind6

« La terre de Beauce, on la travaille depuis toujours pour nourrir la France et ils veulent venir tout balayer pour nous intoxiquer avec des déchets de Paris, c'est désolant » opposant à la décharge, entretien, ind1

Chez l'ensemble des individus rencontrés, l'emprise soudaine sur leur territoire quotidien par un projet d'aménagement se manifeste par des émotions intenses, entre d'un côté de fortes émotions négatives liées au projet d'aménagement (colère, peur, méfiance) et de l'autre la révélation de fortes émotions positives liées à l'attachement au lieu (amour, nostalgie, ancrage). On assiste alors à ce que nous appelons un « clash émotionnel » lequel induit chez les militants un ancrage individuel renforcé au territoire.

3.1.2. Dimension sociale/collective : transmission des attachements

La dimension collective de l'attachement au lieu est clairement marquée par le passage d'attachements intimes et individuels à un désir de transmettre et publiciser ces attachements. Cette mise en commun des attachements au lieu se traduit sur nos terrains d'étude par plusieurs facteurs : 1. une dynamique sociale autour des entités à protéger, 2. l'émergence de nouveaux attachements, et 3. des manifestations artistiques sur le lieu.

On note ainsi sur nos cas d'étude la construction de différents types de réseaux sociaux (locaux, techniques, associatifs, etc.) autour des entités aimées. Sur l'autoroute, malgré l'éparpillement des riverains impactés dû au tracé linéaire du projet, le réseau d'associations locales, régionales et nationales travaillant de concert a été dense. Sur la décharge, sans communication jusqu'alors, les paysans beaucerons ont travaillé aux côtés des néo-résidents et plus étonnant encore, avec les associations de protection de la nature. Les militants ont d'abord ancré leur attachement au territoire de manière individuelle, puis ont voulu le transmettre à d'autres acteurs, en communiquant sur les entités aimées de leur territoire.

« Elle est quand même belle la plaine ; on doit plus communiquer sur le territoire car notre Beauce, c'est une mal aimée, à tort » opposante à la décharge, entretien, ind3

« On est tout un groupe. Socialement c'est vraiment très très fort. On rencontre plein plein de gens, partout, c'est très fort socialement. C'est comme ça comme tient. (...) On travaille tous ensemble et c'est très très enrichissant (...) c'est grâce à tout le monde qu'on tient le coup, et qu'on ira jusqu'au bout » opposant à la prison, entretien, ind3

« C'est quelque chose qui se fait avec des franges très variées d'une population donnée, c'est les gens qui habitent quelque part, qui se sentent concernés et qui se mettent en branle ensemble » opposante à l'autoroute, entretien, ind5

Aux éléments patrimoniaux traditionnels viennent se greffer des attachements à de nouveaux objets du territoire issus de la mobilisation, tantôt via une (re)découverte du territoire, tantôt via des échanges entre militants, par exemple entre les habitants de longue date et les néo-ruraux, ou entre les habitants et les acteurs extérieurs rejoignant la lutte afin de préserver ce qu'ils considèrent relever du patrimoine commun. Sur le cas de la décharge, les anciens habitants de St-Escobille transmettent leurs attachements à la terre de Beauce aux néo-ruraux et tous découvrent et mettent en valeur ensemble un site gallo-romain. Sur l'autoroute, les habitants de la forêt échangent avec les habitants des coteaux sur les différents éléments patrimoniaux et tous découvrent la richesse des zones humides concernées par le projet. L'entremêlement des attachements passés et présents vient bousculer les représentations et créer des métissages entre habitants et militants, encore plus manifestes sur les zones occupées. Sur la prison, des occupants venus de l'extérieur ont été sensibles à l'idée de protéger ce petit espace ouvert non urbanisé dans la ville et des représentants des peuples indigènes Kogi du Canada sont venus célébrer le solstice de printemps en 2016 auprès des militants anti-prison.

« L'occupation m'a conforté dans l'idée que cet endroit n'était pas un lieu sans aucune valeur, sans intérêt, comme le disent les instances. (...) Ça été un baume au cœur » opposante à la prison, entretien, ind6

« On se faisait un monde unique de ces gens nouveaux qui arrivaient, c'est surtout ça l'ambiguïté, tu vois, les gens nouveaux ils ont tous les cheveux un peu longs, un peu de barbe, etc. donc ils doivent tous se ressembler et en fait pas du tout. La réciproque était vraie aussi. (...) Et puis les points communs, ils se sont imposés » opposant à l'autoroute, entretien, ind4

Finalement, la dimension collective des attachements se manifeste sur nos territoires au-travers de nombreuses actions reposant sur l'art, l'humour, le jeu ou la découverte autour des espaces en lutte, comme la composition de chansons et poèmes sur la Beauce et la décharge (figure 5) ou la création de pièces de théâtre et de peinture sur l'autoroute. Ces performances artistiques ont comme objet de célébrer, mettre en valeur le territoire; on passe alors pour ce qui est de l'attachement au lieu, de l'indicible au clamé.

Figure 5 : poème sur le village de Beauce concerné par la décharge

3.1.3. Dimension spatiale/environnementale : pratiques et savoirs nouveaux

Sur les trois cas d'étude, les attachements au lieu font émerger sur le territoire : 1. de nouveaux savoirs, 2. De nouvelles pratiques et 3. l'identification d'un emblème de la résistance. A propos des savoirs, le désir de protéger les entités aimées poussent les collectifs à dialoguer avec des experts, à se documenter de manière autonome sur ces entités ainsi que sur d'autres entités similaires, jusqu'à être en mesure de proposer des contreexpertises. Sur chaque cas, des groupes sont formés par thématique, lesquels assurent la recherche puis l'échange des connaissances entre membres des collectifs. Sur la décharge par exemple, en plus des groupes formés sur la géomembrane, le biogaz ou les lixiviats, les militants se documentent sur le passé de La Gadoue⁶, sur les qualités et menaces de la terre de Beauce ou sur les différents cours d'eau. Sur l'autoroute, la découverte de plusieurs espèces animales et végétales protégées dans des sites Natura 2000 situés sur le tracé a permis de mettre en évidence l'existence, au sein la forêt landaise, d'un très riche milieu de zones humides, d'étangs et de rivière. En plus de développer des savoirs juridiques et institutionnels à propos des entités aimées et de leur environnement, rendant les collectifs à même de mener des batailles juridiques pour préserver le territoire, les militants échangent sur des savoirs vernaculaires locaux, ces savoirs incarnés, situés, basés sur l'expérience d'un lieu.

« Je peux vous dire que depuis qu'on travaille là-dessus je sais ce que c'est qu'un bloc automatique lumineux, je sais ce que c'est qu'un IPCS » opposant de l'autoroute, entretien, ind5

« On s'est enrichi sur notre connaissance du lieu parce que même moi si je suis née ici, la biodiversité, je ne la connaissais pas » opposante à la prison, entretien, ind3

« Quand j'arrive en réunion, on m'appelle Docteur Es Ordure ! » opposante à la décharge, entretien, ind1

Des pratiques en lien avec les objets aimés du territoire se sont révélées diverses et nombreuses sur nos cas d'étude, avec des actions collectives visant d'abord la protection d'entités aimées, mais aussi des entités similaires sur d'autres lieux ou des milieux plus larges dans lesquels s'inscrivent les entités aimées. En Beauce, les militants découvrent un site gallo-romain, s'engagent dans la protection d'une zone humide à l'abandon et du busard cendré, trouvent un accord pour limiter certains intrants et organisent des veillées pour narrer le passé du village. Sur l'A65, de nombreuses espèces animales et végétales sont découvertes le long du tracé par les militants, une ancienne ferme du 17ème siècle est restaurée et une zone humide est préservée. A Haren, l'occupation de l'espace par les militants donne une dimension supplémentaire à cette implication spatiale notamment pour ce qui a trait à la reconnexion avec la nature. En effet, les militants organisent la création d'un jardin potager, la récolte de bois de feu, de fruits, la distribution d'eau, etc. et révèlent alors le potentiel de services écosystémiques du site menacé. Le contact entre riverains et occupants fait émerger également des pratiques collectives innovantes basées sur l'agro-écologie, la construction durable ou le troc. Ainsi de nouvelles pratiques issues de l'affirmation collective d'un attachement au lieu contribuent-elles à la remise en valeur des territoires, à la redécouverte de l'histoire et du patrimoine.

« Des soirées sont organisées sur l'histoire de Beauce et notamment sur le thème des Gadoues de St-Escobille où de nombreux intervenants témoignent à propos de l'ancien dépotoir illégal. » opposante à la décharge, entretien, ind1

« Tous les comités des naturalistes en lutte qui sont venus bénévolement de partout (...) nous faire découvrir ce qu'on avait chez nous, c'était quelque chose qui était invraisemblable parce qu'on ne pensait pas qu'on avait cette richesse-là » opposant à l'autoroute, entretien, ind5

⁶ le village a été le réceptacle illégal des déchets de la ville de Paris pendant environ 1 siècle (1872-1970), sur un site appelé *La gadoue*

La combinaison des nouveaux savoirs et pratiques sur le lieu renforce l'attachement individuel et collectif, et conduit sur nos cas d'étude à l'émergence d'un emblème autour duquel les militants se rassemblent, c'est à dire un objet, unique et irremplaçable, support d'identité et par conséquent non négociable, lequel caractérise le territoire menacé et cristallise le conflit. Il s'agit de la terre de Beauce sur le cas de la décharge, le symbole d'un territoire nourricier et agricole, de la culture de l'endive (chicon en Belge) sur la prison, qui rappelle l'héritage d'un passé maraîcher sur cette zone aujourd'hui urbanisée, et d'une zone humide sur l'autoroute, contenant trois étangs et l'ancien lavoir du village, un site complètement inconnu avant l'annonce du projet, redécouvert par les habitants et devenu l'entité fédératrice de la lutte. Les différents éléments de cette dimension spatiale se matérialisent par des panneaux, banderoles ou autres signes installés sur le territoire et transmettant un message par rapport au territoire aimé et ses menaces (figure 6).

Figure 6 : exemple de signe installé sur le territoire (cas de la décharge)

La combinaison des dimensions sociales (dynamique sociale ; nouveaux attachements ; manifestations artistiques) et spatiales (nouveaux savoirs ; nouvelles pratiques ; emblème de la résistance) des attachements font émerger de nouvelles émotions collectives fortes comme la solidarité, la légitimité, la confiance, ce que nous appelons « buzz émotionnel ».

3.2. Formes de politisation des attachements au lieu

Après avoir étudié les dimensions individuelle, sociale et spatiale des attachements selon le cadre théorique présenté précédemment, nos entretiens effectués en milieu/fin de conflit ont révélé une dimension supplémentaire de l'attachement au lieu dans le conflit d'aménagement: sa dimension politique. En effet, les 3 cas étude sont marqués par une mutation politique des attachements, autrement dit une articulation entre enjeux locaux et globaux. Cette politisation s'exprime sur nos cas d'étude par 1. un positionnement élargi des collectifs (en termes d'échelles, de thématiques et de temporalité) ; 2. des contrepropositions détaillées (au projet et en termes de gouvernance) ; 3. l'utilisation du lieu menacé comme terrain de lutte et d'alternatives.

A propos de l'élargissement des collectifs, nous observons sur les trois cas d'étude ce que nous pouvons appeler un *élargissement scalaire*, partant de la défense d'intérêts locaux, puis régionaux, nationaux et parfois européens voire globaux. Sur la prison, les premiers arguments concernaient la défense du paysage local et ont rapidement évolué vers la contestation de la politique fédérale d'incarcération. Sur l'A65 comme la décharge, si les premières manifestations concernaient des revendications très localisées, les collectifs vont vers la rédaction de moratoires à l'échelle nationale et la redéfinition des politiques (des transports et des déchets). De même observe-t-on un *élargissement thématique* abordé par les militants. A Haren, le collectif dépasse les enjeux associés à l'incarcération pour aborder des questions aussi variées que la souveraineté alimentaire, le droit à la ville ou l'occupation physique d'un territoire. En Beauce, l'acronyme ADSE (Association de Défense de St-Escobille) devient en 2011 l'Association pour la Défense de la Santé et l'Environnement, symbole de ce positionnement élargi. C'est également une vision de long-terme qui marque l'élargissement des collectifs, ceux-ci étant en mesure de se projeter à l'après projet (qu'il soit construit ou non) et imaginer différents types de scénarii pour leur territoire. L'ADSE existe toujours aujourd'hui malgré l'annulation du projet de décharge, s'est engagé contre un nouveau centre d'enfouissement sur la commune de St-Hilaire (déchets de travaux du Grand Paris), travaille sur de nombreuses enquêtes publiques touchant à divers thèmes environnementaux et envisage les possibilités d'un territoire zéro-déchet. Sur l'autoroute, le fait que le projet ait été construit a coupé le mouvement en deux : ceux que cette décision a découragé et qui ont abandonné le combat et ceux qui se sont reconvertis sur d'autres luttes socio-environnementales. Quant au collectif anti-prison, le projet est en cours de construction mais le collectif reste vigilant, maintient ses efforts dans le temps et pérennise la lutte dans l'espace public. Cet élargissement scalaire, thématique et temporel inscrit le militant contre un projet d'aménagement local dans une lutte plus globale autour des questions écologiques et de qualité de vie.

« Ils sont venus à l'environnement sur les transports mais après ils finissent sur une déchetterie, sur la qualité du cours d'eau, sur le prix de l'eau potable » opposant autoroute, entretien, ind5

« Si tu prends par exemple quelque chose comme le changement climatique, tu vois bien qu'il y a aujourd'hui un lien complet entre le global et le local. Aujourd'hui s'ils construisent un nouvel aéroport, ça ne sera pas qu'un problème local, c'est-à-dire cet accaparement de terre agricole pour construire un projet insensé comme ça, c'est un problème pour l'humanité entière. Donc forcément en tant que militants locaux, profondément ancrés et attachés à un territoire, qui voulons le léguer (...) on ne peut

pas penser uniquement localement, on est obligé de penser à un certain nombre de phénomène internationaux qui vont avoir des répercussions localement et on va devoir faire nos choix locaux à partir de ces impératifs globaux et mondiaux. » opposant autoroute, entretien, ind2

« En s'interrogeant sur les activités humaines on va s'interroger sur « est-ce qu'elles sont toutes utiles, est-ce qu'elles sont toutes nécessaires, est-ce que ce gaspillage de territoire pourrait être économisé. Parce qu'on a fini de consommer comme si on avait trois planètes de rechange, parce qu'on ne les a pas les trois planètes de rechange. Et cette conscience là va nous obliger à avoir plus de modestie » opposant autoroute, entretien, ind4

Ces positionnements élargis permettent aux collectifs de construire des contre-propositions politiques détaillées, à propos du projet d'infrastructure mais aussi en ce qui concerne la démocratie et son fonctionnement. Sur le projet d'aménagement, les militants anti-prison encouragent par exemple la mise en place de petites maisons d'incarcération et de projets agricoles avec des activités de réhabilitation et sur le cas de la décharge, des structures communales de gestion des déchets employant la bio-méthanisation ou le tri à la source. Sur les questions de démocratie, les militants anti-décharge ont saisi la commission des pétitions à Bruxelles afin de redéfinir le statut des associations, ou sur la prison, le collectif teste des règles horizontales nouvelles pour gérer le dialogue et la décision entre membres. L'attachement au lieu, et notamment le sentiment concret de « perte du territoire », reviennent souvent dans les discours des militants lorsqu'ils évoquent ces différents projets pour le territoire, l'ancrage de la lutte donnant corps aux propositions politiques.

« C'est une lutte symbolique, si on arrive à sauvegarder ce bout de terre là, c'est un symbole pour tous les autres bouts de nature menacée - opposant prison, réunion

« Aujourd'hui on peut passer devant une forêt le matin en allant au boulot et en revenant la forêt n'existe plus.... Donc c'est palpable la perte des territoires, cette dépossession des territoires. Cette dégradation du cadre de vie, cet attachement à ce qu'a été leur cadre de vie pendant leur laps de vie des gens, c'est palpable » - opposant autoroute, entretien, ind5

Que le lieu menacé soit occupé ou non, les interviews en milieu/fin de conflit font état d'une exaspération s'exprimant parfois au-travers d'actions potentiellement illégales, seules possibilités afin de répondre aux illégalités des porteurs de projets selon les militants. Les discours assument la nature du conflit, les camps d'oppositions s'affirment, le lieu menacé rassemble les parties en lutte et devient terrain de médiatisation des actions d'opposition comme de propositions / d'expérimentations d'alternatives.

« Le jour où ils viennent avec leurs tractopelles, avec leurs policiers, on va pas forcément répondre gentiment et tendre la joue, à un moment effectivement il faut physiquement, pratiquement, concrètement, matériellement qu'on s'oppose à eux » opposant autoroute, entretien, ind2

« Ce n'est pas seulement un cri d'indignation un peu impuissant mais disons de façon tellement pratique, en engageant quelque part leur corps, leur vie, leur santé, c'est aussi une mise en danger collective assumée de manière déterminée » opposant prison, entretien, ind1

« J'aime pas ce mot légitime, parce que ça veut dire qu'il y a des gens qui sont plus légitimes que d'autres. Pour moi, je vais pas dire qu'on est tous pareil mais à partir du moment où ça nous touche, où ça nous bouleverse, où ça nous traverse, à ce moment-là on est légitime à être là et à se battre contre ce projet et son monde » opposant prison, entretien, ind5

Au final, sur nos cas d'étude, l'attachement au lieu apparaît comme central dans la résistance, autant dans les discours des militants (entretiens privés ou publics) que sur les slogans ou textes en ligne. Relativement faible avant le conflit, l'attachement au lieu a été clairement développé et/ou consolidé sur les territoires étudiés, avec un clash émotionnel individuel suite à l'annonce du projet, suivi de différentes manifestations tant sociales que spatiales à propos des entités territoriales aimées engendrant un buzz émotionnel. Nos entretiens ont finalement révélé une mutation politique des attachements au lieu en milieu/fin de conflit, et nous souhaitons émettre l'hypothèse selon laquelle cette dimension politique émerge à la suite des interactions entre dimensions individuelle, sociale et spatiale (voir figure 7). En effet, que ce soit dans l'élargissement des collectifs, les contre-propositions ou l'usage du lieu menacé comme terrain d'expérimentations, des éléments associés aux attachements individuels, collectifs et environnementaux apparaissent dans les discours pour justifier ces positionnements politiques. Ainsi à partir des traductions socio-spatiales des attachements, les collectifs font le lien entre enjeux locaux et globaux, les attachements locaux deviennent des singularités illustrant les problématiques environnementales globales.

Figure 7 : Emergence de la dimension politique des attachements aux lieux

A partir de ces résultats exploratoires révélant une évolution des attachements au lieu au fil de la résistance, notre dernière partie propose en guise de discussion une grille de lecture de cette évolution des attachements au lieu dans la mobilisation en 3 temps, avec une réflexion sur le rôle du lieu menacé dans chaque temps (Lecourt & Faburel, 2008 ; Ripoll & Veschambres, 2005).

4. Discussion : proposition d'une grille de lecture de l'évolution des attachements au lieu dans la mobilisation

4.1. Temps 1: clash émotionnel

Comme le disent Dakota *et al.*, 2016, les émotions et relations au lieu sont centrales dans les premières étapes des mobilisations collectives. Nous appelons « clash émotionnel » le premier moment de résistance à un projet d'aménagement dans lequel les habitants ressentent à la fois de fortes émotions négatives liées au projet d'aménagement et de fortes émotions positives liées au lieu menacé.

Le panel émotionnel négatif engendré par des changements spatiaux (Devine-Wright, 2009) s'illustre par des sentiments de colère, de méfiance et de peur. La colère et la peur, éléments fondamentaux du fonctionnement des espaces contemporains (Foucault, 2004), reviennent souvent dans la littérature comme des motifs à l'engagement avec des conséquences spatiales et un caractère potentiellement politique. La colère est associée au sentiment d'injustice ressenti par les acteurs locaux face au processus de décision et la distribution des coûts et bénéfices du projet (Haggett, 2010). Quant à la méfiance, elle se manifeste à l'égard des promoteurs comme des pouvoirs publics. De même les émotions comme la détresse ou l'anxiété, combinées à l'incapacité des porteurs de projet d'en tenir compte, et au sentiment de responsabilité par rapport à l'injustice ressentie, se révèlent comme des moteurs à l'engagement (Dakota *et al.*, 2016 ; Woods *et al.*, 2012). On pourrait ajouter la tristesse, la perplexité ou la solitude (Kearney, 2009), la palette des émotions en jeu étant pratiquement infinie, de même que sont divers les rôles qu'elles peuvent revêtir (Tralni, 2009).

Si la représentation du lieu détruit suscite des émotions négatives, celle du lieu préservé mais menacé suscite des émotions positives. On rejoint certains auteurs comme Kearns & Colins (2012) ou Stratford (2009) qui montrent que des éléments territoriaux ont la capacité de générer sur le temps long des connections émotionnelles fortes, associées aux sentiments d'amour, de vénération ou de loyauté envers l'espace vécu. Ces émotions, parfois liées à la mémoire, peuvent renvoyer à des états affectifs qui ont une manière particulière de se rapporter aux temps (passé, présent et futur) (Guinard & Tratnjek, 2016). Les expériences passées et présentes du lieu suscitent une diversité d'émotions positives, d'une joie momentanée à des sentiments profonds d'appartenance aux lieux menacés considérés comme sacrés. L'évocation des relations affectives à l'espace sont à ce stade de l'ordre de l'intime et s'expriment parfois dans le langage de l'amour, de la proximité, de l'admiration ou du désir pour un lieu.

L'emprise soudaine sur un territoire quotidien par un projet d'aménagement se manifeste donc par des émotions intenses, à la fois négatives et positives, lesquelles sont révélatrices de valeurs sur le territoire (Livet, 2002). A ce stade, les acteurs concernés sont sans articulation langagière possible (Voirol, 2009) mais ce clash émotionnel induit chez les militants un désir d'exprimer ces différentes émotions à propos de l'espace menacé. C'est dans le clash émotionnel, à savoir l'interaction entre émotions négatives associées au projet, et émotions positives associées au lieu menacé, que réside le premier levier individuel d'engagement.

Ces imbrications entre émotions négatives et positives comme éléments moteurs d'actions politiques doivent être davantage étudiées (Hidalgo & Zografos, 2020). Nous souhaitons discuter ici de la possibilité pour l'espace du conflit, via l'attachement à cet espace, de susciter des émotions puis de transformer des émotions négatives comme la peur et l'isolement par d'autres émotions plus positives comme l'espoir et la solidarité ; il serait en ce sens le levier permettant la traduction des émotions en potentialités d'actions. On rejoint ici le concept d'espace vivant de Gaston Bachelard, notion centrée sur les émotions profondes et primaires qui émanent des espaces et qui émergent de par la participation au monde.

4.2. Temps 2- Traduction sociale (*lien identitaire*) et spatiale (*lien différentiel*) des attachements

Nous proposons comme seconde étape de l'évolution de l'attachement dans le conflit d'aménagement l'ouverture des émotions individuelles à la fois socialement et spatialement : l'attachement au lieu sort alors de la sphère de l'intime pour être mis en mots et en pratiques.

Traduction sociale des attachements

Lorsqu'un aucun projet ne menace un territoire, généralement, l'attachement au lieu reste dans la sphère de l'intime, les acteurs aimant leur territoire en silence, sans chercher à se rassembler autour des entités aimées mais critiquant ceux qui les dégradent : les lieux sont marqués par une multitude d'attachements individuels mais peu d'attachements collectifs (Sébastien, 2020 ; Barth, 2000). La situation diffère sur des cas d'espaces menacés (par des aménagements ou autre), car une menace d'un espace familier pousse à sortir du silence pour s'exprimer sur les qualités du territoire, à partager les attachements, à proposer une vision communicable des expériences sensibles (Trom, 2001). Pour sortir de l'émotion individuelle, un processus d'identification des causes de l'émotion est nécessaire afin que celle-ci puisse être ramenée à un contenu, une représentation, et ensuite possiblement à un partage de la version subjective de cet éprouvé affectif.

Cette préoccupation commune susceptible de se manifester en public engendre des échanges, des métissages entre une diversité d'acteurs (habitants, élus, acteurs extérieurs, associations, etc.), notamment entre habitants du territoire et militants venus de l'extérieur. Comme l'écrit le collectif Mauvaise Troupe, 2016 : « Alors que les squatteurs finissent par se sentir d'ici et que les procédures juridiques bouleversent le statut des habitants historiques, les catégories s'estompent au point que les uns se disent à leur tour habitants qui résistent et que les autres, menacés de la saisie de leurs maisons ou de leur cheptel, finissent par se revendiquer occupants sans droits ni titres ».

Les émotions mises en commun sont visibles par la forte participation aux événements organisés par la communauté à propos du lieu (Kearns & Collins, 2012). Parmi ceux-ci, ont lieu sur les territoires menacés ce que Lolive, 2010, appelle les « mobilisations esthétiques » dans lesquelles l'implication des acteurs de l'esthétique (artistes, architectes, paysagistes...) dans les mobilisations, permettent la mise en forme de l'expérience sensible des habitants pour qu'elle puisse être restituée et mise en débat. Ces rendez-vous artistiques participent à (ré)animer un patrimoine oublié, en renforçant les attachements existants pour certains et permettant à d'autres de tisser un lien avec le territoire ; la participation à l'action collective produit alors de nouvelles relations affectives au lieu (Melé & Neveu, 2019). Au final, l'établissement progressif de liens sociaux inscrits dans l'espace médiatise la relation avec le territoire (Thébert *et al.*, 2016) et ces attachements collectifs (*capital patrimonial*) viennent gommer du moins temporairement certains antagonismes et surmonter les clivages en termes de langages, formats d'action et intérêts.

Cette traduction sociale des attachements est marquée par une boucle interactive entre attachements et dynamique sociale, les attachements produisant de nouveaux réseaux sociaux via leur transmission, et inversement, la participation aux actions collectives induisant de nouveaux attachements ou renforçant ceux-ci. Ces interrelations structurent la résistance (Hidalgo & Zografos, 2020) et font émerger de nouvelles émotions positives comme la joie, la fierté, la solidarité, l'excitation (Woods *et al.*, 2012). Certes ces solidarités peuvent s'avérer fragiles ou temporaires (Cadoret, 2017) mais la traduction sociale des attachements au lieu souligne les interactions entre *capital social* et *capital patrimonial*.

Nous rejoignons Nicholls *et al.* (2016) dans l'idée que c'est le territoire qui permet le développement d'émotions collectives et la production de solidarités car il fournit un répertoire partagé d'identification symbolique et un cadre d'analyse pour interpréter les émotions positives et négatives ressenties. L'attachement au lieu prend pour point de départ les espaces physiques dans lesquels se structurent l'action collective (Combes *et al.*, 2016). L'espace aurait la capacité de structurer les relations sociales ; ainsi via l'attachement au lieu, l'espace participe de la construction de liens sociaux tout comme il les induit.

Traduction spatiale des attachements (lien différentiel)

La dimension émotionnelle des mouvements est indissociable de leur spatialité (Bosco, 2006), laquelle se traduit par de nouvelles connaissances et pratiques en lien avec le territoire aimé, ainsi que la définition d'un emblème de la résistance. A propos des savoirs, comme écrit Centemari, 2015, à propos de l'opposition à l'aéroport de Milan, la connaissance part de l'affect; la familiarité au lieu, riche en sensations, va de pair avec la découverte de son intérêt

scientifique. En amenant leurs subjectivités, valeurs, mémoire et expériences à propos du territoire concerné, lesquels s'avèrent essentiels dans la construction d'un projet sur un lieu (Faburel & Chevallier, 2015), les militants deviennent producteurs de connaissances et présentent un statut d'*expert-attaché*, porteurs d'un véritable savoir-faire territorial (Thébert *et al.*, 2016), ce qui souligne les liens entre *capital savant* et *capital patrimonial*.

Sur les nouvelles pratiques, un accord quant aux valeurs attribuées à l'espace initie différentes actions sur le territoire (Payton *et al.*, 2007 ; Walker & Ryan 2008) ; autrement, dit, les émotions collectives à propos d'un lieu menacé peuvent engendrer des engagements de protection du lieu. Tel Colin, 2016, nos terrains montrent que les émotions sont à la fois produites et productrices de différenciations entre les groupes et les espaces, et support à une mobilisation de type patrimoniale contre des projets d'aménagement. Les diverses formes d'attachement repérées dans leurs dimensions esthétiques, sensorielles ou d'usages contribuent à donner de la valeur à ces espaces et à en faire des lieux clefs des logiques de spatialisation en réinventant l'espace (Poulot *et al.*, 2016). Le conflit d'aménagement représente un moment de reformulation de la place de l'espace au sein d'un ensemble d'émotions et d'attachements induisant différentes formes d'engagements sur le territoire concerné (Melé & Neveu, 2019). Pour reprendre Sewell, 2001, « les insurgés produisent de l'espace en changeant les sens et les usages stratégiques de leur environnement ». On se rapproche ici du concept de territorialisation (Melé, 2003) au sens de la définition d'une appartenance territoriale et d'utilisation stratégique des valeurs qui peuvent être liées à certains espaces. Les collectifs tentent de faire émerger un idéal commun à partir d'objets plus ou moins matériels en sacralisant certains lieux, ou certains traits du paysage, ce que Debarbieux, 2014, appelle une « spatialité symbolique ».

Cette spatialité symbolique se manifeste notamment au travers de la désignation commune d'un emblème de la résistance, un objet du territoire menacé par le projet d'aménagement autour duquel les militants se rassemblent. Objet territorial banal avant le projet, cet objet devient symbole sacré de la résistance, singularité d'un monde à défendre. Ces emblèmes de la lutte participent d'une expérience « habitante » du lieu (Ingold, 2000) et représentent les lieux communs des habitants auxquels des « biens du proche » sont associés (Thévenot 2011). Au-travers de ces emblèmes, les opposants dans un conflit d'aménagement en appellent à leur identité locale, leur tradition culturelle, leur patrimoine naturel (Anguelovski & Martinez-Alier, 2014), autant d'éléments qui font partie des objets sacrés au sens de Mauss, objets par essence exclus de la sphère de l'échange (Beuret & Cadoret, 2014).

Les objets menacés du lieu participent à encourager différentes actions de protection ou de recherche d'informations les concernant. Comme le dit Berque, 2014, l'espace est un territoire agi par une société et qu'il agit à son tour. Le fait de (re)fréquenter des lieux menacés, de se les approprier, de les reconnaître comme « lieu commun » devient ainsi un moteur important de mobilisation et de valorisation sur la base d'une proximité partagée. S'opère alors une remobilisation de la relation à l'espace. Ainsi y a-t-il coévolution entre actions et territoire, lequel inspire et influence les subjectivités autant que celles-ci produisent le territoire à travers de nouvelles pratiques. On rejoint ici les auteurs montrant que les individus protègent d'autant plus leur environnement qu'ils y sont affectivement liés (Stedman, 2003 ; Lewicka, 2005). Les attachements sont alors vecteurs d'engagements territoriaux envers la nature, les lieux, les objets du lieu et inversement, ces engagements territoriaux génèrent ou renforcent ces attachements.

Au final, la traduction socio-spatiale des attachements se manifeste par de nouveaux rituels et routines sur le lieu menacé, des savoirs détaillés sur celui-ci et une diversification des liens sociaux. De nouvelles émotions collectives sont ressenties comme la fierté ou la confiance, lesquelles s'apparentent à ce que nous appelons un buzz émotionnel. Cette évolution des attachements souligne la co-construction des représentations et émotions à propos de lieux ou d'objets du lieu et les interactions entre relations humaines et relations homme-nature (Hidalgo & Zografos, 2020).

4.3. Temps 3: mutation politique de l'attachement

Nous proposons comme dernier temps de l'évolution de l'attachement au lieu dans la controverse la possibilité d'une mutation de l'attachement au lieu en engagement politique. En nous appuyant sur les travaux soulignant la dimension politique des émotions (ex : Dakota *et al.*, 2016, Hidalgo & Zografos, 2020, Déchezelles & Olive, 2019), nous souhaitons ici insister sur les aspects politiques des émotions spécifiquement en lien avec un espace, autrement dit la dimension politique de l'attachement au lieu, laquelle peut se traduire par des propositions (concernant le projet comme le système démocratique) et par un élargissement des positionnements du collectif (échelles, temps, thèmes) et par l'utilisation du lieu menacé pour s'opposer et proposer. Nous souhaitons ici discuter du passage des attachements locaux à globaux,

et spécifiquement du rôle du lieu menacé dans cette évolution politique des attachements au lieu.

Le lieu menacé, en fournissant l'expérience partagée d'affects communs, permet la reconfiguration d'identités collectives, ou comme le dit Mouffe (2016), la construction d'un « nous » et d'un « eux » à qui s'opposer. Comme le constate le collectif Mauvaise Troupe, 2016, « à mesure que le projet avance, la perception de l'ennemi commun s'accompagne de celle d'attachements qui, finalement, sont eux aussi communs – culture, bois, voisinage et logis – et qu'il convient de défendre ensemble. Plus on défend ces endroits, plus on s'y attache, plus ils deviennent attachants, et plus on a quelque chose à défendre. Ça donne une force inimaginable ». Nos cas rejoignent celui de Ngunguru (Kearns & Collins, 2012) par exemple, où l'élément 'sable' réunit les différentes cultures et acteurs du territoire, et où les attaches envers un lieu ou objets du lieu, peuvent générer des actions politiques de résistance. Autrement dit, des relations vivantes à l'espace sont politiquement productives (Game & Metcalfe, 2011).

L'espace a la capacité de rassembler des individus et des collectifs, chacun avec leurs visions du monde et leur imaginaire politique. Certains auteurs comme Roger Gould, 2004, avancent l'idée que ce qui crée la solidarité et le positionnement socio-politique, d'avantage que la relation abstraite aux structures d'oppression, est la proximité et le partage d'un espace commun, un espace matériel et pas uniquement symbolique, un espace de socialisation et de politisation. Le territoire agirait alors comme une force d'attraction, un centre de gravité pour construire une coalition politique hétéroclite. L'appropriation des lieux passant par un enracinement physique transforme le territoire en lieu commun, au sens d'un lieu par où passe une construction du commun par familiarité. Le lieu aimé devient « résistant », un nouvel acteur dans l'arène de la délibération publique, et sa perte non compensable (Centemari, 2015).

Lors de manifestations collectives ou lorsque le territoire est occupé même de façon temporaire, celui-ci devient alors « espace public oppositionnel » (Negt, 2007), c'est-à-dire un espace vécu des opposants qui se construit en réaction à l'espace conçu des aménageurs et sur lequel s'articule la construction d'un discours contre-hégémonique d'un côté et des pratiques alternatives de l'autre, permettant la réappropriation du territoire menacé. A la sphère publique théorique et immatérielle des penseurs de la démocratie libérale, des élus ou des médias dominants, les collectifs en lutte développent un positionnement politique via l'appropriation de ces « espaces publics oppositionnels » lesquels, comme le note Springer, 2011, sont définis par leur matérialité, par leur support physique. En effet, les espaces contestés sont des lieux où s'affrontent plusieurs visions radicalement différentes de l'intérêt général : espaces stratégiques pour les acteurs dominants - car ils représentent une opportunité d'extension de la sphère marchande ou de mainmise de l'Etat - et par les mouvements sociaux - car ils représentent une opportunité où les alternatives peuvent être construites.

A partir de cette politisation par l'espace, nous souhaitons soumettre à discussion l'idée que les acteurs, en réinvestissant leur territoire, font le lien entre attachements locaux et problématiques globales, s'ouvrent aux problématiques similaires ailleurs. A la différence des débats scientifiques ou des sommets internationaux qui cantonnent la question écologique loin des citoyens, les projets d'aménagement servent de révélateur sur l'état avancé de la destruction des milieux et participent d'une prise de conscience locale. Les processus socio-économiques issus du capitalisme se concrétisent sur ces territoires menacés, là où l'on peut observer des réponses localisées à des processus plus globaux. Nous sommes en désaccord sur ce point avec Bell *et al.*, 2013, qui pensent que le protecteur d'un lieu n'est pas à même de proposer une résistance légitime. Avec le temps, les collectifs croisent des argumentations à la fois écologique et patrimoniale, ce qui leur permet de relier les effets d'une action localisée à des préoccupations plus globales aux échelles spatiales et temporelles. Nos résultats rejoignent ceux de Batel & Castro, 2015, montrant des intérêts diversifiés et spatialement étendus pour des associations qui s'inscrivent dans le temps long. Les attachements se lient aux volontés de positionnement politiques à différentes échelles et représentent alors le point de départ pour s'approprier des enjeux plus généraux, notamment écologiques.

A travers des expériences affectives vécues par les militants, ce sont les différentes dimensions de la crise écologique que ceux-ci ressentent et comprennent. Ils construisent ainsi un « nous » plus global, ancré dans l'écologie politique. Avec l'évolution de la résistance dans le temps, ces luttes ne visent plus à protéger uniquement le patrimoine local, mais beaucoup plus globalement des lieux préservés de l'anthropisation (artificialisation, pollution, etc). L'interaction entre enjeux locaux et globaux chez les collectifs induit une forme de montée en généralités, définie comme « la capacité à mettre en rapport des choses particulières et des entités générales (qui) caractérise les instruments de justification légitime que se sont forgés les communautés politiques » (Lafaye & Thévenot, 1993). Même si cette montée en généralités peut parfois générer des tiraillements entre postures locales et globales ou peut se révéler stratégique (Bell *et al.*, 2013), les objets singuliers des territoires auxquels les acteurs tiennent peuvent devenir des symboles d'un

monde à défendre ; on assiste alors à « une combinaison entre régime de généralité et régime de proximité » (Déchezelles, 2019, p. 261). Les engagements en faveur du proche constituent alors un ressort de politisation. Comme Hidalgo & Zografos, 2020 ou Déchezelles et Olive (2019), nous plaidons pour que les attachements au lieu soient reconnus comme une forme d'expression politique.

4.4. Perspectives

La figure 8 présente de manière schématique les résultats de notre analyse, à savoir l'explicitation des trois temps de l'évolution de l'attachement au lieu dans la mobilisation à propos d'un aménagement. C'est parce que certains lieux sont porteurs de sens et d'attachements qu'ils deviennent à la fois enjeu et terrain de la mobilisation. L'attachement au lieu peut représenter un des éléments nécessaires à l'émergence de mobilisations collectives porteuses d'une vision pour le territoire, de postures politiques et morales du bien commun. Cette évolution des attachements au fil de la mobilisation s'opère au-travers de boucles interactives entre les différents capitaux (cadre de la *résistance éclairée*), comme le montre la figure 9. Ainsi les attachements sont-ils vecteurs de la mobilisation et inversement, la mobilisation induit des attachements.

Figure 8 : Les 3 temps de l'évolution de l'attachement au lieu dans le conflit d'aménagement

Figure 9 : Les boucles rétroactives entre le capital patrimonial et les autres capitaux dans le cadre d'analyse de la résistance éclairée

Cette proposition de grille de lecture exploratoire a vocation à être discutée et approfondie, et présente certaines limites, que nous souhaiterions dépasser dans des futures recherches. D'un point de vue empirique, il conviendrait d'expérimenter cette grille sur davantage de conflits d'aménagement ainsi que sur d'autres types de menaces territoriales comme des pollutions par exemple, afin de tester la transférabilité de cette grille et d'étayer l'idée de *résistance éclairée*. De plus, il serait intéressant de procéder à une analyse fine des trajectoires des militants (ressources sociales, expériences biographiques, parcours résidentiels, etc), d'interviewer les riverains ne faisant pas partie des collectifs, ou de distinguer habitants et militants, afin d'élargir et d'affiner le corpus d'enquêtes. Une analyse de discours plus approfondie permettrait également d'identifier les nuances entre acteurs, notamment de confronter les discours de façade à certains intérêts ou convictions politiques.

D'un point de vue théorique, un travail serait à faire autour de la notion de capital, laquelle s'est multipliée ces dernières années, parfois de manière anarchique (Ripoll, 2019), à la fois dans la littérature anglophone et francophone, présentant éventuellement des approches différentes du même concept. Ainsi le capital social par exemple présente plusieurs définitions entre les travaux de Bourdieu, de Coleman, Putnam ou Lin. Plus récemment le capital spatial est également présenté différemment entre les définitions de Levy, Cailly, Lussault en français, et Marcus ou Mace en anglais.

Qui plus est, on voit émerger en français des notions comme le capital d'autochtonie, le capital environnemental, le capital résidentiel, le capital militant et en anglais on retrouve des notions comme : *relational capital ; opportunity capital ; human capital ; engagement capital*, etc. L'utilisation multiple du concept de capital dans divers champs disciplinaires peut engendrer de la confusion. Aussi une discussion est-elle à mener à propos du cadre des 4 capitaux de la résistance éclairée à l'aune du débat autour de la notion de capital.

Toujours sur le plan théorique serait-il intéressant de confronter nos résultats à l'échelle des émotions de Woods *et al.* (2012), à la catégorisation émotionnelle de Jasper (2011) ou aux 5 dimensions mises en avant par Hidalgo & Zografos (2020) dans l'analyse émotionnelle des mouvements sociaux. De même serait-il pertinent d'explorer les interactions entre concepts associés au lieu, comme entre la notion d'attachement au lieu et les concepts d'appartenance ou d'ancrage ; entre la résistance éclairée et la patrimonialisation (Micoud, 2000), la territorialisation (Melé, 2009) ou la proximité (Torre, 2009) ; et finalement entre les concepts francophones et anglophones traitant de la relation au lieu.

Pour finir, certes trois cas ne sont pas suffisants pour avancer un cadre d'analyse sur l'évolution de l'attachement au lieu dans la mobilisation, aussi ces résultats sont-ils exploratoires. Néanmoins, les analogies identifiées entre nos cas et d'autres cas dans la littérature, sont intéressantes à souligner pour discuter du rôle de l'attachement au lieu dans les mobilisations collectives. Cette discussion confirme l'intérêt de consolider le travail sur les dimensions spatiales de l'attachement au lieu et souligne la force d'un lieu quand il est question d'attachements (Sébastien, 2020).

Conclusion

Le modèle de la *résistance éclairée* montre que nombreux sont les cas de collectifs contre des aménagements présentant la création de multiples réseaux sociaux et alliances entre acteurs (*capital social*), une acquisition de savoirs techniques et institutionnels (*capital savant*), une réappropriation des territoires et la transmission des attachements (*capital patrimonial*), ce qui permet une montée en généralités en termes de propositions, de thématiques, d'échelles et de temporalités (*capital politique*) (Sébastien *et al.*, 2019). Mais quel est le rôle précis de ce *capital patrimonial*, étudié au travers du concept d'attachement au lieu, dans la mobilisation ? Nous nous intéressons ici à la place des émotions et attachements au lieu dans le cadre de mobilisations collectives sur des cas d'espaces controversés par des projets d'aménagement, et pour ce faire, avons suivi sur le temps long 3 cas de résistance à des projets d'aménagement. A partir d'une analyse des 3 dimensions de l'attachement au lieu (individuelle, sociale, spatiale), nos résultats montrent que, sur nos cas d'étude : (1) les attachements au lieu jouent un rôle important dans la mobilisation ; (2) les attachements au lieu évoluent au cours des mobilisations (par des boucles interactives entre attachements et dynamiques sociales et spatiales) ; (3) les attachements au lieu peuvent participer à la politisation des mouvements. La dimension individuelle de l'attachement est marquée par de fortes émotions chez les militants, à la fois négatives par rapport au projet (peur, colère, méfiance), et positives par rapport au territoire (amour, joie, nostalgie). La dimension sociale de l'attachement au lieu est marquée par : une dynamique sociale nouvelle autour des entités aimées, l'expressions artistique des attachements, de nouveaux attachements issus de la mobilisation. La dimension spatiale de l'attachement au lieu est marquée par : de nouveaux savoirs en lien avec les entités aimées, de nouvelles pratiques territoriales, la désignation collective d'un emblème de la résistance. Finalement, l'imbrication de ces différentes dimensions de l'attachement au lieu génère une politisation des attachements, à savoir la mise en liens entre attachements locaux et globaux, illustrée sur nos cas par un élargissement des positionnements des collectifs (thématique, scalaire et temporel), des propositions (au projet et de gouvernance), et le lieu menacé comme média des oppositions comme des propositions.

Nous proposons en guise de discussion une grille de lecture portant sur l'évolution de l'attachement au lieu dans la mobilisation basée sur 3 temps. D'abord, l'emprise d'un projet d'aménagement sur un territoire quotidien se manifeste par un clash émotionnel (négatif/positif) révélateur de valeurs sur un territoire, lesquelles induisent une consolidation des attachements individuels. Le second temps concerne la traduction sociale et spatiale des attachements individuels. Socialement, peuvent s'opérer une transmission et mise en commun des attachements. Spatialement, peuvent s'opérer de nouvelles pratiques territoriales et une acquisition de savoirs en lien avec le territoire. Le dernier temps concerne la mutation politique des attachements, par le biais de contre-propositions, de montée en généralités, de reconfigurations des identités collectives en lien avec le lieu menacé. L'attachement ainsi exprimé politiquement participe à faire émerger une écologie politique par le territoire, ce qui permet de dépasser alors le local pour interroger le commun.

Il s'avère essentiel d'appréhender les interactions entre attachements et engagements, et plus spécifiquement de considérer le rôle et l'évolution des attachements au lieu dans les mouvements de résistance à des aménagements. Supports à une mobilisation de type patrimoniale et porteurs de forces transformatrices, les attachements produisent des reconfigurations entre les groupes et les espaces, génèrent des pratiques et savoirs nouveaux et participent à la politisation des mouvements. Le conflit d'aménagement peut alors représenter le moment de passage d'attachements individuels à une nouvelle identité collective et susciter un *capital politique*. Approfondir la compréhension du rôle du territoire dans cette évolution des attachements mise en évidence permet de contribuer à la théorie spatiale de l'attachement au lieu.

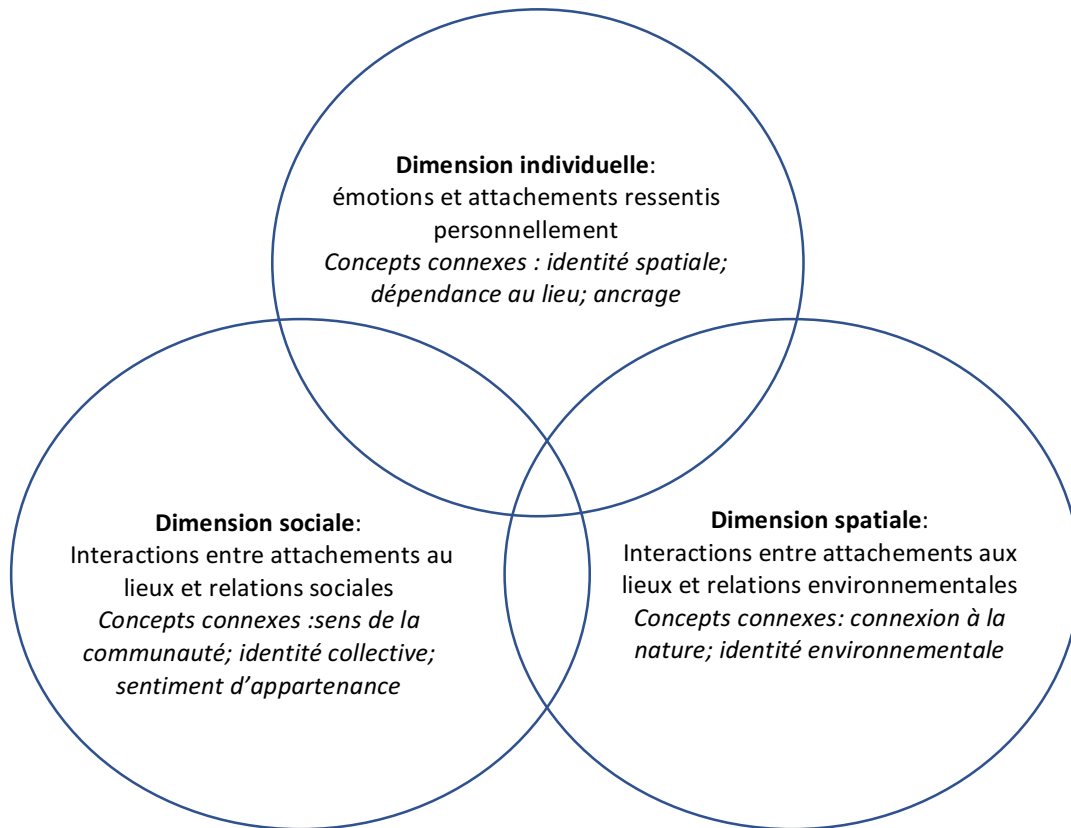


Figure 1 : Les 3 dimensions de l'attachement au lieu

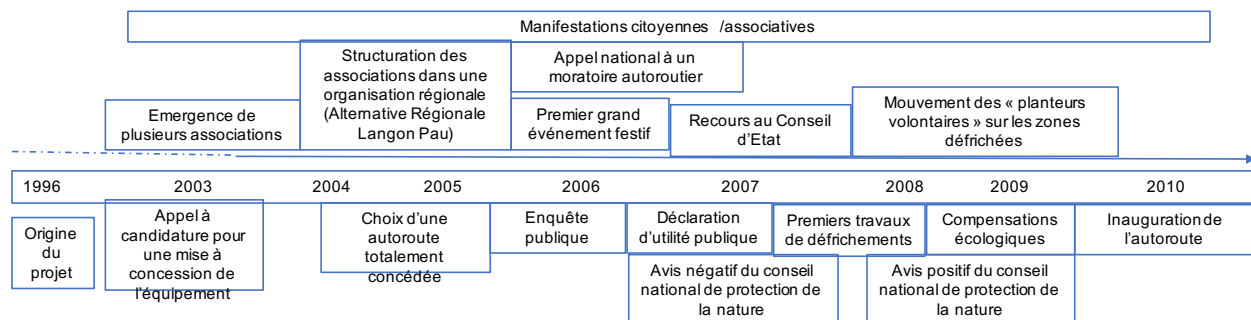


Figure 2 : Frise chronologique du conflit sur l'autoroute A65 (Landes)

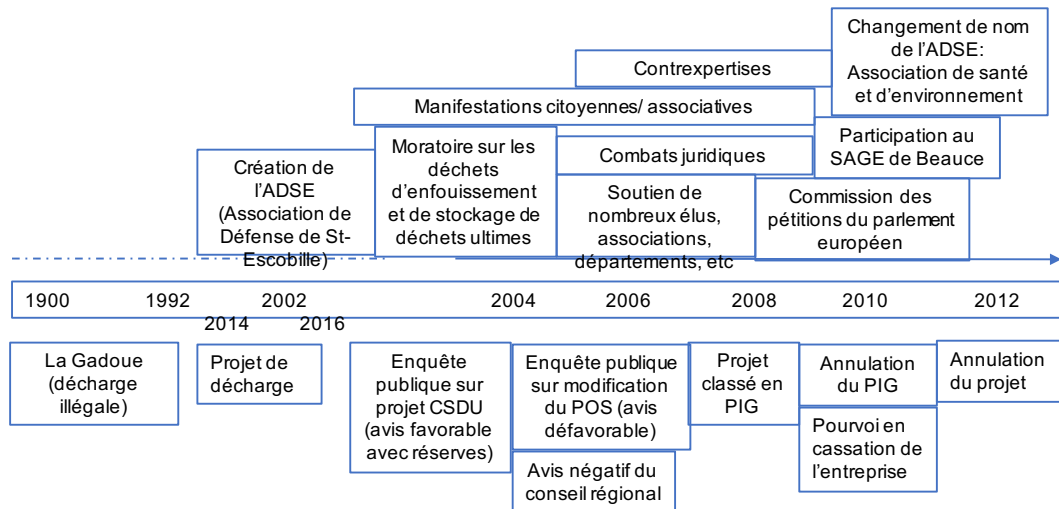


Figure 3 : Frise chronologique du conflit sur la décharge (Beauce)

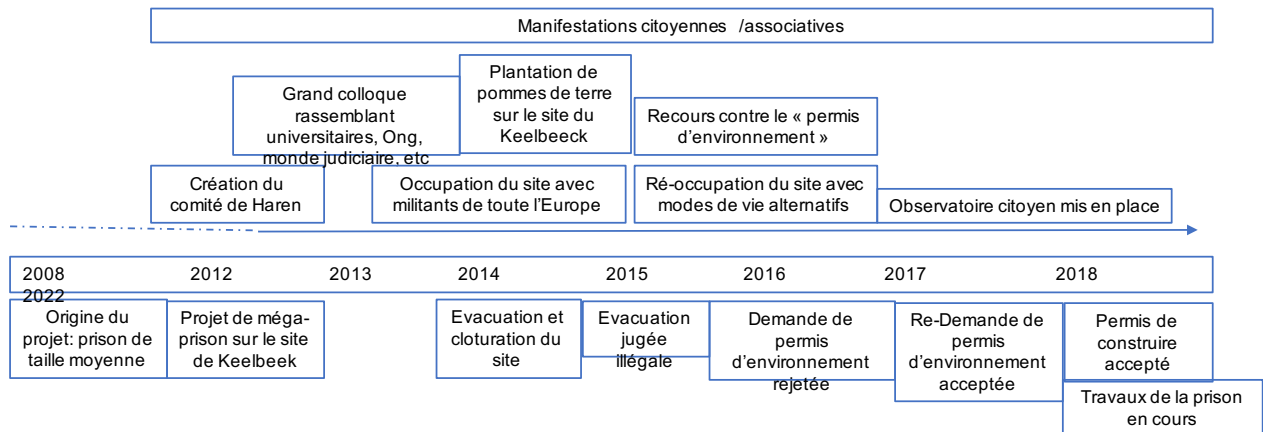


Figure 4 : frise chronologique du conflit sur la méga-prison

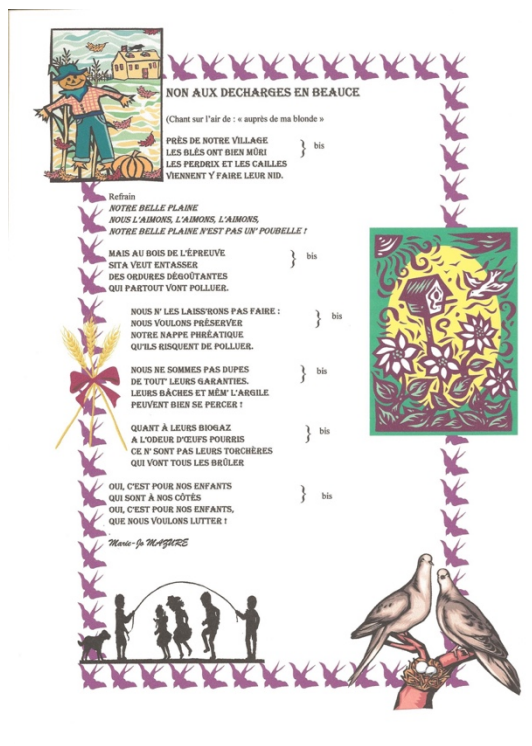


Figure 5 : poème sur le village de Beauce concerné par la décharge



Figure 6 : exemple de signe installé sur le territoire (cas de la décharge)

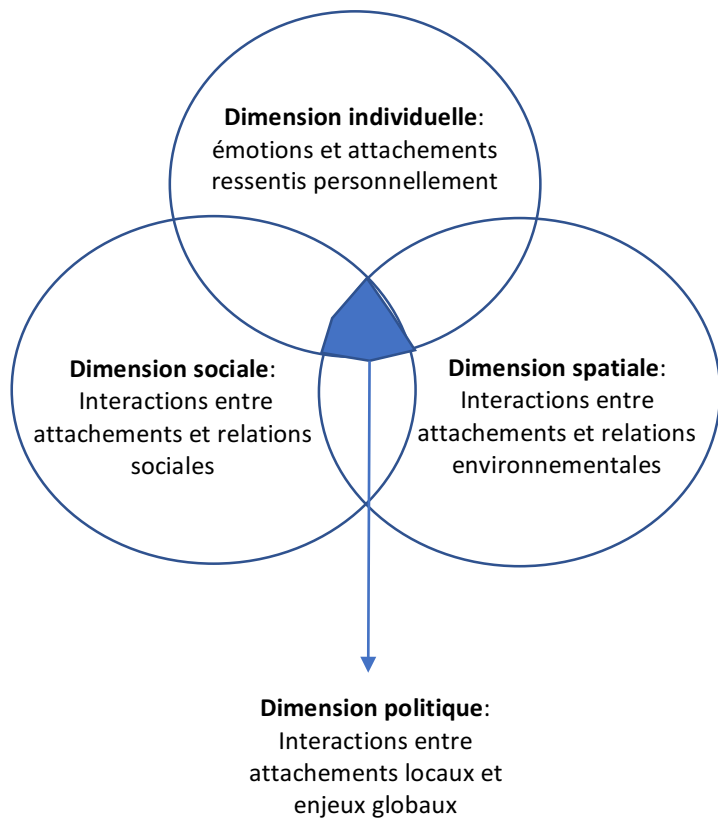


Figure 7 : Emergence de la dimension politique des attachements aux lieux

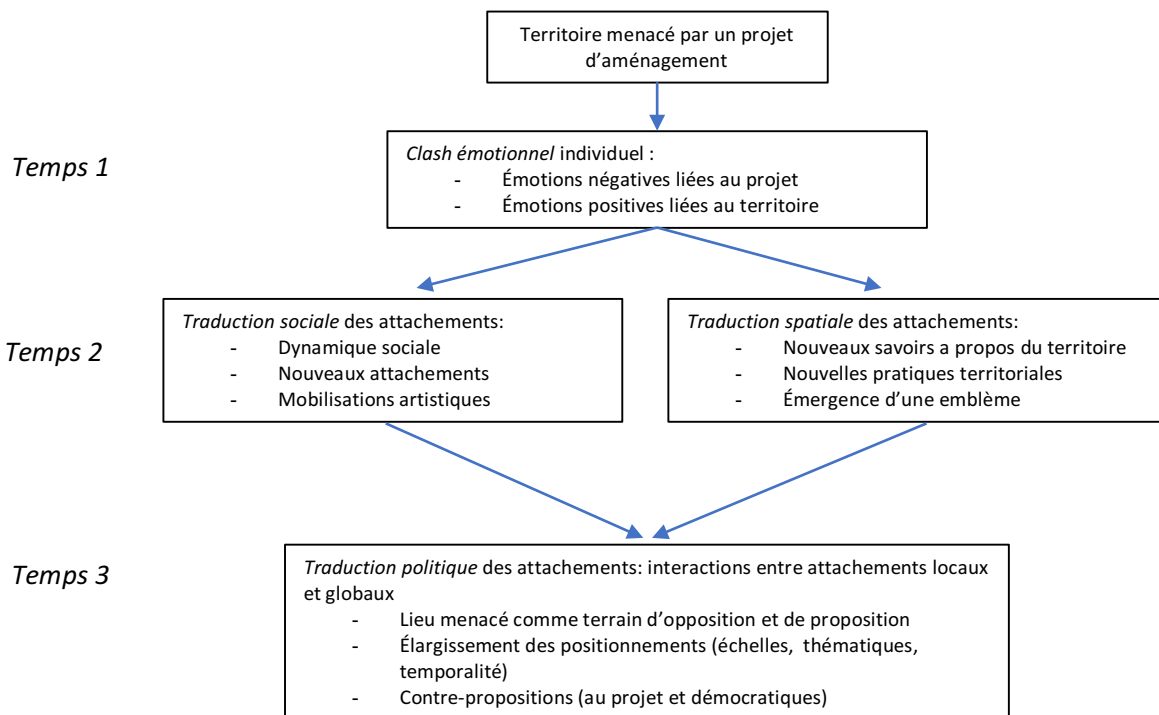


Figure 8 : Les 3 temps de l'évolution de l'attachement au lieu dans le conflit d'aménagement

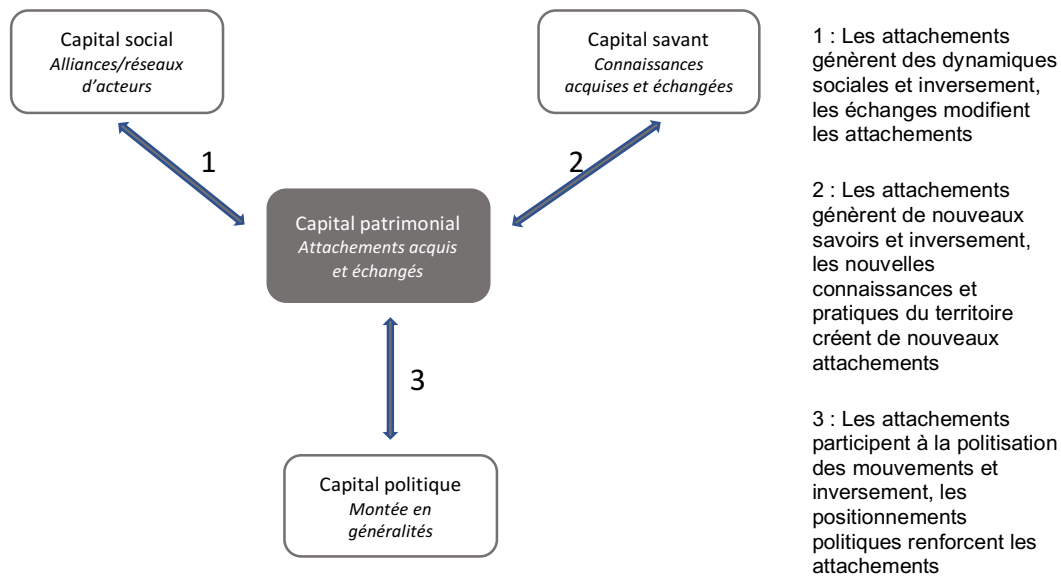


Figure 9 : Les boucles rétroactives entre le capital patrimonial et les autres capitaux dans le cadre d'analyse de la résistance éclairée

Remerciements

Je remercie Julien Milanese et Jérôme Pelenc pour leurs discussions, commentaires et apports toujours riches et pertinents

Références

- Altman I., Low S. M., 1992. *Place attachment*. New York, Plenum, 336 p.
- Aminzade R., Mc Adam D., 2001. Emotions and contentious politics, in R. Aminzade *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, New York, Cambridge University Press, 14-50.
- Anguelovski I., Martinez Alier, J. M., 2014. The 'Environmentalism of the Poor' revisited: Territory and place in disconnected glocal struggles. *Ecological Economics*, 102, 167-176.
- Barth F., 2000. Boundaries and connections. *Signifying identities: Anthropological perspectives on boundaries and contested values*, 17-36.
- Batel S., Castro P., 2015. Collective Action and Social Change: Examining the Role of Representation in the Communication between Protesters and Third-party Members. *Journal of Community & Applied Social Psychology*, 25(3), 249-263.
- Bell D., Gray T., Haggitt C., Swaffield J., 2013, Re-visiting the 'social gap': public opinion and relations of power in the local politics of wind energy, *Environmental politics*, 22(1), 115-135.
- Berque A., 2014. *Poétique de la Terre: histoire naturelle et histoire humaine, essai de mésologie*. Paris: Belin.
- Beuret J-E., Cadoret A., 2014, De l'analyse des conflits à l'étude des systèmes conflictuels : l'exemple des conflits environnementaux et territoriaux dans les trois plus grands ports maritimes français (Marseille-Fos, Le Havre et Dunkerque), *Géographie Economie et Société*, 2, 16, 207-231
- Bosco F. J., 2006. The Madres de Plaza de Mayo and three decades of human rights' activism: Embeddedness, emotions, and social movements. *Annals of the Association of American Geographers*, 96(2), 342-365.
- Bourdieu P., 1981. La représentation politique, éléments pour une théorie du champ politique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 3-24.
- Brehm J.M., Eisenhauer B.W., Stedman R.C., 2013. Environmental concern: Examining the role of place meaning and place attachment. *Society and Natural Resources*, 26(5), 522-538.
- Burningham K., 2000. Using the language of nimby : a topic for research, not an activity for researchers, *Local Environment*, 5 (1), 55-67.
- Cadoret A., 2017, L'attachement aux lieux dans les conflits liés à l'environnement sur le littoral : une ressource pour leur régulation ? *Vertigo*, 17(1).
- Caro M., 2019. Éprouver l'attachement au lieu: l'épreuve d'un conflit de proximité. *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 38.
- Cash D., W. C. Clark, F. Alcock, N. M. Dickson, N. Eckley, J. Jäger, 2003. Saliency, Credibility, Legitimacy and Boundaries : Linking

- Research, Assessment and Decision Making, *KSG Working Papers Series*.
- Cast A.D., Burke P. J., 2002. A theory of self-esteem. *Social Forces*, 80, 1041-1068.
- Centemeri L., 2015. *Entre expertises et émotions : les conflits relatifs à l'extension de l'aéroport de Milan Malpensa*. PUR. Emotions et expertises.
- Clayton S., 2003. Environmental identity: A conceptual and operational definition. In S. Clayton, & S. Opatow (Eds.), *Identity and the natural environment*, 45-66. Cambridge, Massachusetts: The MIT Press.
- Colin C. 2016. Défendre et protéger son quartier de la destruction. Les émotions dans la mobilisation d'habitants contre les projets immobiliers dans le quartier Matta Sur, Santiago du Chili. *Carnets de géographes*, (9).
- Combes H, Garibay D, Goirand C, dir., 2016, *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester*, de Madrid à Sanaa, Paris, Karthala, coll. Questions transnationales, bibliographie, table des illustrations, 410 p.
- Dakota K. T. Raynes, Tamara L. Mix, Angela Spotts, Ariel Ross, 2016. An Emotional Landscape of Place-based Activism: Exploring the Dynamics of Place and Emotion in Antifracking Actions; *Humanity & Society*, 40(4) 401-423.
- Damasio A., 2006. *L'erreur de Descartes. La raison des émotions*, Paris, Odile Jacob, 2^eédition.
- Davidson J., Bondi L., Smith M., 2007. *Emotional geographies*, Aldershot, Ashgate.
- Debarbieux B., 2014. Enracinement–Ancrage–Amarrage: raviver les métaphores. *L'Espace géographique*, 43(1), 68-80.
- Déchezelles S., 2019, « Être du coin, défendre des lieux, l'autochtonie protestataire dans l'engagement contre l'éolien de grande taille en France », in S. Déchezelles et M. Olive (dir.), *Politisation du proche, les lieux familiers comme espaces de mobilisation*, Rennes, PUR, 239-263.
- Déchezelles S., Olive M., 2019. *Politisation du proche. Les lieux familiers comme espace de mobilisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2019, 270 p.
- Dechezelles S., Olive M., 2016. Introduction. Lieux familiers, lieux disputés–dynamiques des mobilisations localisées, revue *Noroi*, 238-239, 7-21.
- Denzin N.K., Y. Lincoln 1998. *Strategies of Qualitative Inquiry*, Thousands Oaks, Sage.
- Devine-Wright P., 2009. Rethinking NIMBYism: the role of place attachment and place identity in explaining place-protective action, *Journal of Community & Applied Social Psychology* 19(6): 426–441.
- DiMéo G., 2004. Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités, *Annales de géographie*, 113, 339-362.
- Duperré M., 2008. La rationalité des émotions dans les processus de mobilisation collective. *Service social*, 54(1), 67– 81.
- Faburel G., Chevallier, K., 2015. L'intérêt des expérimentations participatives pour les savoirs de l'environnement et des paysages. Le cas des grands projets d'équipement. *Lien social et Politiques*, (73), 95-115.
- Fieldel B., 2010 *Espaces et projets à l'épreuve des affects. Pour une reconnaissance du rapport affectif à l'espace dans les pratiques d'aménagement et d'urbanisme*, Thèse de doctorat, Aménagement, Tours, Université François Rabelais, 651 p.
- Foucault M., 2004. *Sécurité, territoire, population* ; Cours au Collège de France, 1977-1978, Paris, Gallimard Seuil.
- Game A., Metcalfe, A. 2011. My corner of the world. Bachelard and Bondi Beach, *Emotion, Space and Society* 4: 42–50.
- Giuliani M.V., 2003. Theory of attachment and place attachment. In: Bonnes, M., Lee, T., Bonaiuto, M. (Eds.), *Psychological Theories for Environmental Issues*. Ashgate, Hants, 137–170.
- Goodwin J., J.M. Jasper, F. Polletta, 2001. Why Emotions Matter, in J. Goodwin, J.M. Jasper, F. Polletta (dir.), *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1-24.
- Gould D.B., 2004. Passionate Political Processes: Bringing Emotions Back into the Study of Social Movements, in J. Goodwin et J.M. Jasper (dir.), *Rethinking social movements*, New York, Rowman and Littlefield publishers, 155-174.
- Guérin-Pace F., 2006. Sentiment d'appartenance et territoires identitaires, *L'Espace géographique*, 4-35, 298-308.
- Guinard P., Tratnjek B., 2016. Géographies, géographes et émotions Retour sur une amnésie passagère, *Carnets de géographes* 9.
- Haggett C., 2010. Why not NIMBY? A response, reviewing the empirical evidence. *Ethics, Place, and Environment*, 13 (3), 313–316.
- Havard-Duclos B., Nicours S. (dir.), 2005. *Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité*, Paris, Payot.
- Hidalgo M. C., Hernandez B., 2001. Place attachment: conceptual and empirical questions. *Journal of Environmental Psychology*, 21, 273-281.
- Hidalgo M., Zografos C., 2020. Emotions, power, and environmental conflict: Expanding the 'emotional turn' in political ecology. *Progress in Human Geography*, 44(2), 235-255.
- Hinds J., Sparks P., 2008. Engaging with the natural environment: The role of affective action and identity. *Journal of Environmental Psychology*, 28, 109–120.
- Hoch C., 2006. Emotions and Planning, *Planning Theory and Practice*, 7-4, 367-382.
- Hummon D.M. 1992. Community attachment. Local sentiment and sense of place in I. Altman, S. M. Low (Eds.), *Place attachment*, New York and London: Plenum Press, 253-277.
- Ingold T, *The perception of the environment. Essays on Livelihood, Dwelling and Skill*, London, Routledge, 2000.
- Jasper J. M., 2011. Emotions and social movements: Twenty years of theory and research. *Annual review of sociology*, 37, 285-303.
- Kearney A, 2009. Homeland emotion: an emotional geography of Heritage and homeland. *International Journal of Heritage Studies* 15 (2/3), 209-222.
- Kearns R., Collins D., 2012. Feeling for the coast: the place of emotion in resistance to residential development. *Social & Cultural Geography*, 13(8), 937-955.
- Kellert S.R., Wilson E.O., 1993. *The biophilia hypothesis*. Washington, D.C.: Island Press.
- Kyle G.T., Jun J., Absher J.D., 2014. Repositioning Identity in Conceptualizations of Human–Place Bonding, *Environment and Behavior*, 46(8), 1018–1043.

- Lafaye C., Thévenot L., 1993. Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature, *Revue française de sociologie*, 34, 4, 495-524.
- Lecourt A., Faburel G., 2008. Comprendre la place des territoires et de leurs vécus dans les conflits d'aménagement. Proposition d'un modèle d'analyse pour les grands équipements. In Kirat et Torre, *Territoires de Conflits. Analyse des mutations de l'espace*, Paris: L'Harmattan.
- Lewicka M., 2005. Ways to make people active: Role of place attachment, cultural capital and neighborhood ties. *Journal of Environmental Psychology*, 4, 381-395.
- Lewicka M., 2011. Place attachment: How far have we come in the last 40 years?. *Journal of Environmental Psychology*, 31(3), 207-230.
- Lévy, J., Lussault, M., 2003. Capital spatial. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés. Paris: Belin*, 124-126.
- Livet P., 2002. *Émotions et rationalité morale*, Sociologies, Paris, Presses Universitaires de France, 291p.
- Lolive J., 2010. Mobilisations environnementales. In Coutard O. et Levy JP. *Ecologies urbaines*, Economica (collection Villes), 276-302.
- Mannarini, T., M. Roccato, S. Russo, 2015. The false consensus effect : A trigger of radicalization in locally unwanted land uses conflicts ?, *Journal of Environmental Psychology*, 42, 76-81.
- Manzo L., D. Perkins, 2006. Finding common ground : the importance of place attachment to community participation in planning, *Journal of Planning Literature*, 20, 335-350.
- Martinez-Alier J., L. Temper, D. Del Bene, A. Scheidel, 2016. Is there a global environmental justice movement ?, *The Journal of Peasant Studies*, 43, 3, 731-755.
- Massey D. 2005. Negotiating nonhuman/human place. *Antipode*, 37(2), 353-357.
- Matonti F., F. Poupeau, 2004. Le capital militant. Essai de définition, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 5, 4-11.
- Mauvaise Troupe, Contrées. *Histoires croisées de la zad de Notre-Dame-des-Landes et de la lutte No TAV dans le Val Susa*, Paris, L'Éclat, 2016, p271.
- Mayer F., Frantz C. 2004. The connectedness to nature scale: A measure of individuals' feeling in community with nature. *Journal of Environmental Psychology*, 24, 503-515.
- Melé P., Neveu C., 2019. Rapports à l'espace et formes d'engagement. Attachements, territorialisation, échelles d'action. *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique* (38).
- Melé P., 2003. Introduction: conflits, territoires et action publique, in Melé P., Larrue C., Rosenberg, *Conflits et territoires*, presses Universitaires François Rabelais, 13-32.
- Melé P., 2009. Imaginer un régime de territorialité réflexive, in Vanier, M., *Territoires, territorialité, territorialisation, controverses et perspectives*, PUR, 45-55.
- Micoud A. 2000. Entre Loire et Rhône, ou comment des objets naturels peuvent faire du lien, in Micoud, Peroni, *Ce qui nous relie*, Ed. de l'Aube, 227-239.
- Mouffe C., 2016, *L'illusion du consensus*, Albin Michel, Paris.
- Negt O, 2007. *L'espace public oppositionnel*, Payot.
- Nicholls W., Miller B., Beaumont J., 2016. Introduction: Conceptualizing the spatialities of social movements. In *Spaces of Contention*, 11-34. Routledge.
- Olive M., 2017. Combes H, Garibay D, Goirand C (dir.), Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa, Paris, Karthala, coll. Questions transnationales, 2016, 410 p., *Politix* n° 117, p. 241-245.
- Paperman P., 1992. *Les émotions et l'espace public*, Quaderni, 18, 93-107.
- Payton M. A., Fulton D. C., Anderson D. H., 2007. Influence of place attachment and trust on civic action: A study at Sherburne National Wildlife Refuge. *Society & Natural Resources*, 18, 511-528.
- Poulot M., Aragau C., Rougé L., 2016. Les espaces ouverts dans le périurbain ouest francilien : entre appropriations habitantes et constructions territoriales. *Géographie, économie, société*, 18, 89-112.
- Proshansky H. M., Fabian A., Kaminoff R. 1983. Place identity: physical world and socialization of the self. *Journal of Environmental Psychology*, 3, 57-83.
- Puddifoot J.E. 1994. Community identity and sense of belonging in a northeastern English town. *Journal of Social Psychology*, 34, 601-608.
- Putnam R.D., 2000, *Bowling Alone : the Collapse and Revival of American Community*, Simon and Shuster, New York.
- Raymond C.M., Brown G., Weber D., 2010. The measurement of place attachment: Personal, community, and environmental connections. *Journal of environmental psychology*, 30(4), 422-434.
- Retière J.-N., 2013. Capital d'autochtonie, in Casillo, I., avec Barbier, R., Blondiaux, L., Chateauraynaud, F., Fourniau, J.-M., Lefebvre, R., Neveu, C., et Salles, D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation.
- Ripoll, F., 2019. Comment croiser espace et capital?. *L'Espace géographique*, 48(4), 289-305.
- Ripoll F., Veschambre V., 2005. Introduction. L'appropriation de l'espace comme problématique, *Noréis. Environnement, aménagement, société*, 195, 7-15.
- Sampson K.A., Goodrich C.G., 2009. Making place: Identity construction and community formation through "sense of place" in Westland, New Zealand. *Society & Natural Resources*, 22(10), 901-915.
- Scannell L., Gifford R. 2010. Defining place attachment: A tripartite organizing framework, *Journal of Environmental Psychology*, 30, 1-10.
- Sébastien L., 2016, L'attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ? Étude de cinq territoires ruraux, *Noréis*, 238-239, 2016/1-2, 23-41.

- Sébastien L., 2017. From nimby to enlightened resistance: a framework proposal to decrypt land-use disputes based on a landfill opposition case in France, *Local environment*, 22(4), 461-477.
- Sebastien L., 2020. The power of place in understanding place attachments and meanings. *Geoforum* n°108, 204-216.
- Sébastien L., 2013. Le nimby est mort. Vive la résistance éclairée: le cas de l'opposition à un projet de décharge, Essonne, France. *Sociologies pratiques* 2013/2, 27, 145-165.
- Sébastien L., Milanési J., Pelenc J., 2019. Résister aux projets d'aménagement, politiser les territoires : le concept de *résistance éclairée* appliqué à trois conflits d'aménagement (France, Belgique). *VertigO*, 19 (1).
- Sewell Jr, WH., 2001. Space in contentious politics. *Silence and voice in the study of contentious politics*, 78, 18.
- Smith M., Davidson J., Cameron L., Bondi L., 2009. Introduction: geography and emotion; Emerging Constellations. In: Smith, M., Davidson, J., Cameron, L., Bondi, L. (Eds.), *Emotion, Place and Culture*. Ashgate, Farnham, 1-18.
- Springer S., 2011. Public space as emancipation: meditations on anarchism, radical democracy, neoliberalism and violence. *Antipode*, 43, 2, 525-562.
- Stedman R. C. 2003. Is it really just a social construction?: The contribution of the physical environment to sense of place. *Society and Natural Resources*, 16, 671-685.
- Stratford E., 2009. Belonging as a resource: the case of Ralphs Bay, Tasmania, and the local politics of place, *Environment and Planning A* 41(4): 796-810.
- Swyngedouw E., 2014. Depoliticalization (The Political). In D'Alisa, G; Demaria, F; Kallis, G (eds.) *Degrowth: a vocabulary for a new era*. 90-93, Routledge.
- Thébert M, Coralli M, Nessi H, Sajous P, 2016. Un territoire d'attaches: lien aux lieux et lien aux autres dans le périurbain francilien. *Géographie, Économie, Société*, 18, 59-88.
- Thévenot L, 2011. On Engagement, Critique, Commonality, and Power. An interview by Paul Blokker and Andrea Brighenti, *European Journal of Social Theory*, 14(3), 383-400.
- Thrift N., 2008. *Non-representational theory: Space, politics, affect*. London: Routledge.
- Torre A., 2009. Retour sur la notion de proximité géographique. *Géographie, économie, société*. 11, 63-75.
- Torre, A., Aznar, O., Bonin, M., Caron, A., Chia, E., Galman, M., Lefranc, C., Melot, R., Guérin, M., Jeanneaux, P., Paoli, J.C., 2006. Conflits et tensions autour des usages de l'espace dans les territoires ruraux et périurbains. Le cas de six zones géographiques françaises. *Revue d'Economie Regionale Urbaine*, (3), 415-453.
- Traïni C. (dir.) 2009. *Émotions... Mobilisation !*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, coll. Sociétés en mouvement, Paris.
- Trentelman C.K. 2009. Place attachment and community attachment: A primer grounded in the lived experience of a community sociologist. *Society & Natural Resources*, 22(3), 191-210.
- Trom D., 2001. A l'épreuve du paysage, *Revue du mauss*, (1), 247-260.
- Vaske J.J., Kobrin K. C. 2001. Place attachment and environmentally responsible behavior. *The Journal of Environmental Education*, 32, 16-21.
- Voirol O., 2009. De l'expérience négative à l'agir politique : construction et clôture des causes collectives, in Guillaud Y., Widmer J. (dir.), *Le juste et l'injuste. Émotions, reconnaissance et actions collectives*, Paris, L'Harmattan, 111-130.
- Walker G.J., Chapman R., 2003. Thinking like a park: The effects of sense of place, perspective-taking, and empathy on pro-environmental intentions. *Journal of Park and Recreation Administration*, 21(4), 71-86.
- Walker A.J., Ryan R.L. 2008. Place-attachment and landscape preservation in rural New England: a Maine case study, *Landscape and Urban Planning* 86: 141-152.
- Wilkinson E., 2009. The emotions least relevant to politics? Queering autonomous activism. *Emotion, Space and Society*, 2(1), 36-43.
- Williams D.R., 2014. Beyond the commodity metaphor, revisited. Some methodological reflections on place attachment research. In L. C. Manzo, & P. Devine-Wright (Eds.), *Place attachment: Advances in theory, methods and applications*, 89-99. New York: Routledge.
- Woods M., Anderson J., Guilbert S., Watkin S., 2012. 'The country(side) is angry': emotion and explanation in protest mobilization *Social & Cultural Geography*, 13, 6, 567-585.
- Zelenski J. M., Nisbet E. K., 2012. Happiness and feeling connected: The distinct role of nature relatedness. *Environment and Behavior*, 46 (1), 3-23.